

# ANARCHOSYNDICALISME!

2 EUROS /// N° 120 /// NOVEMBRE-DECEMBRE 2010 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

« JUSTICE » SOCIALE



\_ Deux mois de lutte  
\_ Que s'est-il passé  
\_ Grèves, occupations, assemblées  
\_ Le mythe de la jeunesse : fausse distinction pour vraie manipulation  
\_ Travailler plus, pour crever plus tôt  
\_ Où allons-nous ?

Monsieur Woerth n'y est pour rien\_  
L'argent n'a pas d'odeur, mais les politiques sont au parfum\_  
50 ans de Françafrique\_  
Le réseau : conséquence idéologique de l'anarchosyndicalisme ?\_  
Espagne : 100 ans de CNT\_  
Le pays des millionnaires heureux\_

**ANARCHOSYNDICALISME !**

7, rue St Rémésy,  
31000 Toulouse.  
Tel : 05 61 52 86 48

**ABONNEZ-VOUS !**

Tarif normal : 10 euros  
Abonnement de soutien :  
20 euros ou plus  
Chèques à l'ordre de :  
**CDES**  
CCP 3 087 21 H Toulouse

**POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR  
DE VOTRE ABONNEMENT :**

Le numéro qui figure en bas de la bande-  
adresse est le dernier numéro compris  
dans votre abonnement. S'il est inférieur au  
numéro de publication qui figure sur la  
couverture, vous êtes en retard.

**DIFFUSEZ  
ANARCHOSYNDICALISME !  
AUTOUR DE VOUS**

Prenez contact avec le journal pour les  
modalités pratiques.

**Articles et infos en ligne :**

<http://>

[liste.cnt-ait.info](http://liste.cnt-ait.info) (liste de diffusion)  
[cnt-ait.info](http://cnt-ait.info) (Paris-Nord, très complet)  
[cnt.ait.caen.free.fr](http://cnt.ait.caen.free.fr) (Ouest, avec forum)  
[cnt-ait-toulouse.fr](http://cnt-ait-toulouse.fr) (Sud, Midi-Pyrénées)  
[sia32.lautre.net](http://sia32.lautre.net) (Gers, Midi-Pyrénées)  
[gasycntait89.over-blog.com](http://gasycntait89.over-blog.com) (Est)  
[anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/](http://anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/) (Centre)

**Quelques adresses utiles :**

Paris-Nord :

[contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)

Lille :

[cnt.ait.lille@no-log.org](mailto:cnt.ait.lille@no-log.org)

Caen :

[cnt.ait.caen@free.fr](mailto:cnt.ait.caen@free.fr)

Châlon-sur-Saone :

[cnt-ait.chalon@voila.fr](mailto:cnt-ait.chalon@voila.fr)

Puy-de-Dôme :

[cntait63@gmail.com](mailto:cntait63@gmail.com)

Gers :

[sia32@no-log.org](mailto:sia32@no-log.org)

Toulouse :

[contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net)

Ce journal est rédigé, mis en page, assem-  
blé par des militants anarchosyndicalistes,  
salariés ou chômeurs. Il ne reçoit aucune  
subvention.

Directeur de la publication : J. Pastor

# DEUX MOIS DE LUTTES

Pendant plusieurs semaines, partout en France, les manifestations, les blocages, les grèves... ont été à l'ordre du jour. Impossible de rendre compte de l'ensemble de ce qui s'est passé en quelques pages. Les articles qui suivent n'ont pas cette ambition mais celle de proposer, avec quelques informations plus événementielles, des éléments d'analyse car nous pensons profondément qu'un tel mouvement, si chacun s'en empare comme il le mérite et en tire les leçons, peut se révéler fécond pour l'avenir.

Ceci dit, plusieurs événements mériteraient un plus grand développement. A commencer par le blocage des transports. Avec les diverses grèves dans les chemins de fer (que les centrales syndicales se sont évertuées à ne pas généraliser), les occupations de gares ou de voies ferrées par des collectifs et assemblées un peu partout, quelques grèves de métro et de transport en commun (dans ce cas aussi, sans volonté syndicale de généralisation), la grève massive qui a explosé dans les 13 raffineries françaises, a mis l'économie au bord de l'apoplexie. L'essence a rapidement manqué dans les stations services (dont certaines – signe des temps- ont retrouvé des réflexes dignes du « marché noir »). Le gouvernement a évalué que la situation était tellement risquée pour lui qu'il a pris des décisions pratiquement inédites (outre de probables négociations en sous-main avec les syndicats), d'une part puiser dans les stocks stratégiques et d'autre part réquisitionner des grévistes ! Une ambiance de guerre. Dommage, avons-nous été nombreux à penser, que les routiers ne se soient que très partiellement entrés dans la danse ! Mais vu les liens étroits qui unissent dans ce secteur les syndicats, les patrons et l'Etat, nous n'avons pas été étonnés de cette absence de participation. A ajouter au contexte, les diverses occupations symboliques (locaux du patronat, du parti au gouvernement, de boutiques de luxe, de chambres de commerce, d'agences Pôle emploi...), les coupures de courant, les opérations « péages gratuit », « bus gratuit »... Tout cela donne une pâle idée du foisonnement de ce mouvement pour lequel il est difficile de faire un point précis de la répression. Les arrestations, c'est certain, dépassent plusieurs milliers. Les affrontements ont été parfois extrêmement violents. La police, cagoulée, casquée, bardée, surarmée... a fait de nombreux blessés parfois graves (parmi lesquels des compagnons ou sympathisants de la CNT-AIT). La solidarité à l'égard de toutes les victimes de la répression sera nécessaire. Reste également à se protéger d'un autre fléau : l'attentisme politique. Un compagnon, nous disait l'autre soir que les délégués du personnel avaient réunis les travailleurs dans son entreprise pour leur tenir ce discours : « *Maintenant, il n'y a plus qu'à attendre 2012* », et d'expliquer qu'ils « *avaient fait tout ce qu'ils avaient pu* » et qu'après ça, il ne restait plus que les urnes... Il est clair que la « gauche » entend capitaliser le mécontentement avec quelques promesses fumeuses d'aménagement de ce qui vient d'être voté par le parlement. Il doit être tout aussi clair pour chacun qu'il s'agit là d'une impasse totale et que, la leçon majeure à tirer du conflit, c'est la nécessaire autonomisation du mouvement social. C'est la voie dans laquelle, la CNT-AIT, qui propage le concept de résistance populaire autonome, est résolument engagée.

# QUE S'EST-IL PASSE ?

## LE DECOR INITIAL

L'histoire est simple : une nouvelle attaque contre les travailleurs. Une de plus. Une propagande mensongère, savamment distillée dans les médias pendant des années (sur le thème : « *de plus en plus de retraités, de moins en moins d'actif* »<sup>\*1</sup>) avait convaincu l'opinion qu'on ne couperait pas à une « réforme ». Le projet de loi était donc censé passer comme une lettre à la poste.

Pour la forme, les centrales syndicales, réunies en intersyndicale, avaient prévu d'accompagner mollement le débat parlementaire de quelques « journées d'action »<sup>\*2</sup>, façon subtile d'éviter une grève générale, et plus encore de se donner les moyens de sa réussite<sup>\*3</sup>. Dans ces conditions, les cortèges de ce printemps ne pouvaient pas avoir grand esprit combatif et avaient même quelque chose de mortifère.



UNE ASSEMBLEE POPULAIRE DE FIN DE MANIF, RECTO ET VERSO



## ANTICIPATION D'UN RETOURNEMENT DE SITUATION

Contente de tant d'inutilité, et pensant avoir donné le change, l'intersyndicale appelait pour le 7 septembre (date du début de la discussion parlementaire) à une journée de manifestation qu'elle espérait bien être, sinon la dernière, du moins tout aussi vaine que les précédentes. C'était compter sans une vilaine affaire...

Cette affaire, c'est bien sûr le dossier Woerth-Bettencourt, une affaire d'Etat, qui débute fin juin et met à nu la servilité du personnel politique vis-à-vis des magnats du capitalisme. Deux ans à peine après le « casse du siècle » qu'est la crise bancaire de 2008, ça fait beaucoup, surtout quand on constate que, comme par hasard, le même Woerth était aux commandes d'un budget consacré principalement à enrichir les financiers et à endetter les autres.

En concomitance éclate toute une série de révélations dévoilant les appétits de luxe et les pratiques malhonnêtes de divers ministres ; l'on apprend également que le frère du

président de la république est à la tête d'un énorme groupe spécialisé dans le business de la retraite par capitalisation (groupe Malakoff-Médéric)...

Le Pouvoir, qui s'y connaît en matière de manipulation de l'opinion, comprend qu'il lui faut allumer des contre-feux, et là, c'est un festival : « *déchéance de la nationalité* », discours vichyste contre les roms... C'est sordide. Mais ça ne marche pas : la violence du mensonge institutionnel se heurte à l'écœurement croissant de la population.

Pour nous, il devient dès lors évident que la « réforme des retraites » pouvait cristalliser cette révolte sour-

de causée par tant de corruption et de manipulation, favoriser une (re)prise de conscience de l'exploitation, et prendre des proportions exceptionnelles<sup>\*4</sup>.

C'est à quoi nous consacrons nos travaux d'été, lors du camping CNT-AIT, qui réunit chaque année des compagnons venus d'un peu partout<sup>\*5</sup>. Un numéro spécial d'*Anar6chosyndicalisme* ! y était collectivement élaboré, en prévision de la rentrée sociale, envoyé à tous les groupes libertaires du territoire, avec une version destinée à être massivement et gratuitement distribuée pendant les manifs du 7 septembre.

## L'ASSEMBLEE POPULAIRE PONZAN

Sur Toulouse, dès le premier septembre nous lançons des réunions avec des militants révolutionnaires, qui allaient nous permettre de développer ce point de vue et mettre en place une stratégie pour intervenir au cours des journées d'action. En principe, la manifestation du 7 septembre ne devait pas échapper à la règle clas-

sique : beaucoup de monde, peu de résultat !

Cependant, ce qui allait contribuer à faire bouger les lignes, c'est que dès ce jour des militants de la CNT-AIT et d'autres révolutionnaires non organisés ont mis à profit cette manifestation pour appeler par voie de divers tracts intitulés « *Pour la*

déchéance de l'Etat et du capitalisme » à une assemblée populaire le dimanche suivant, 12 septembre.

Ce jour là, à Toulouse, s'est donc tenu une première assemblée populaire. Une trentaine de personnes d'horizons différents, réunies en plein air dans le square Ponzan (du nom d'un compagnon de la CNT- AIT, fusillé en 1944 par les nazis pour faits de Résistance), ont alors appelé à tenir dans tout le pays des assemblées de base. L'idée étant de libérer la parole populaire du carcan construit par les centrales syndicales et la propagande institutionnelle.

Un communiqué était rapidement rédigé et diffusé sur les sites internet pour encourager à l'auto-organisation dans toute la France. En voici l'essentiel : « ... Nous étions une trentaine ce dimanche après-midi à nous réunir pour affirmer au grand jour notre détermination : nous ne voulons plus de ce pouvoir corrompu et de ses lois scélérates ! Nous appelons à ce que partout en France s'ouvrent des lieux publics pour accueillir la colère qui gronde dans ce pays : Assemblées populaires, Assemblées générales, Collectifs Interluttes, etc. », suivait un appel à une nouvelle Assemblée populaire le dimanche suivant, afin de discuter collectivement des modalités d'action de la journée du 23 septembre.

Peu à peu, au fil de différentes Assemblées qui vont se tenir en ce lieu chaque semaine, se précise l'idée d'organiser à la fin de chaque manifestation une Assemblée populaire pour discuter de l'attitude à tenir faces aux attaques de l'État et du capital, préparer des ripostes.

Voici un extrait du témoignage d'un participant : « 23 septembre. 3 millions de manifestants dans les rues ! Le mouvement enfle donc encore. Pour la première fois, les cortèges hésitent à se disperser. Plus exactement, dans de nombreuses villes, quelques dizaines de personnes par-ci, quelques centaines par-là, restent discuter à la fin de la manifestation. Des tracts d'interprofessionnelles commencent à appeler à la prise en main des luttes par les ouvriers eux-mêmes. Dans quelques villes, la CNT-AIT organise des Assemblées Populaires pour "libérer la parole" (le CCI se joindra ensuite à cette excellente initiative). A partir de ce moment, ces assemblées de rue auront un

succès certain, parvenant à regrouper chaque semaine plusieurs dizaines de participants, notamment à Toulouse. »

L'opération fut ensuite répétée à chaque fin de manifestation. Malgré les attaques des flics et du service d'ordre des syndicats, la motivation populaire n'a pas faibli.

De 50 personnes le 23 septembre, l'Assemblée populaire de fin de manifestation a compté jusqu'à environ 1 000 personnes le 19 octobre dernier ! Ce jour là, les discussions furent riches au sein d'une assemblée polymorphe (personnes « inorganisées », syndicalistes de base, militants divers...) décision fut collectivement prise d'aller soutenir les ouvriers d'un dépôt de carburant situé en périphérie de la ville. Cet acte de solidarité fut parfaitement réussi car ni la distance de plusieurs kilomètres, ni la provoca-

tion des flics, ni la « fougue » de certains ne purent entamer la détermination des manifestants à faire ce qu'ils avaient décidé eux-mêmes, pas plus, pas moins.



LA PLAQUE, FLEURIE PAR LA CNT-AIT DE TOULOUSE LE 19 JUILLET 2010 INDIQUE :  
PONZAN VIDAL, RÉSISTANT,  
ANARCHOSYNDICALISTE,  
ANTIFRANQUISTE 1911-1944

## EPILOGUE PROVISOIRE

Pour les militants et sympathisants de la CNT- AIT, à partir de cette date, il était clair que nous avions franchi un premier pas dans un long processus, celui de l'expérience à la prise de parole publique par tous et de l'élaboration de la décision collective, et cela constitue une satisfaction importante.

Mais nous commençons également à sentir les obstacles grandissant : en prenant très rapidement de l'ampleur, l'auto-organisation devenait plus fragile, et cela pour deux raisons. D'abord parce que cette ampleur était aussi due au fait que des syndicalistes l'ont intégrée avec leur état d'esprit, c'est-à-dire en y imprimant avec plus ou moins d'arrière-pensées\*6 une accélération en matière d'actions, d'où l'épuisement rapide de forces encore faibles. Ensuite parce que, corrélativement, l'axe principal de la contre-attaque idéologique, qui était celui de la mise en évidence de l'opposition du Peuple face au Pouvoir, était perdu de vue dans ce foisonnement d'actions.

Or, dans un tel contexte, ce qui est réellement positif, car cela accélère la maturation idéologique des participants, c'est, plus que l'action en soi, le fait qu'elle soit réfléchie, discutée, élaborée collectivement dans une perspective stratégique globale (et pas seulement limitée aux « retraites »). Ce constat nous amène à deux

réflexions. La première, c'est que le rôle dans un contexte un peu « chaud » d'une organisation anarchosyndicaliste, son articulation avec le mouvement populaire doit continuer à être creusée et précisée. La seconde, c'est qu'en laissant mettre comme objet central de la mobilisation la réforme des retraites (qui n'aurait du en constituer que le catalyseur) le mouvement social a rendu sa dynamique du moment dépendante des tribulations de cette réforme et a perdu ainsi une possibilité d'extension.

## CNT-AIT TOULOUSE

### NOTES

\_1.- Cet argument est parfaitement spécieux, voir nos précédents numéros. \_2.- Il y en eut finalement trois avant l'été (23 mars, 26 mai, 24 juin 2010). \_3.- Dans le secteur privé, une « journée d'action », ça veut dire que chacun se débrouille tout seul, comme il peut – souvent en prenant un jour de congé, de RTT. \_4.- Nous ne sommes pas les seuls : il n'y a qu'à voir le soin que les centrales syndicales ont pris pour séparer le Monsieur Woerth avec lequel elles négociaient du Monsieur Woerth de la crise de 2008 et du scandale d'Etat de 2010. \_5.- « Camping », c'est moins chic qu'« Université d'été », mais ça n'empêche pas de phosphorer... \_6.- Pour certains, il s'agissait manifestement de « noyer les poissons » dans l'abondance des propositions.

# GREVES, OCCUPATIONS, ASSEMBLEES

## LE MANS : RETOUR SUR LES EVENEMENTS

Au Mans la lutte a vraiment commencé au lendemain de la manifestation du 12 octobre. Las des manifestations inoffensives, près de 500 salariés de tous horizons se retrouvent à 4 heures du matin au marché de gros de la principale zone industrielle. En une heure tous les accès de la zone sont bloqués. Le 15, c'est au tour du dépôt pétrolier Total d'être assiégé. Evacué sans violence une première fois, il sera repris d'assaut dès le lendemain pour une semaine de blocage complet et tournant. Des centaines de personnes se relaient nuit et jour, provoquant des rencontres riches et passionnantes. Petit à petit, l'intersyndicale se désolidarise des bloqueurs. Beaucoup d'entre eux, notamment de la CGT transports, ne sont pas dupes du jeu que mènent leurs bureaucrates syndicaux (...). Le 20, les CRS interviennent en nombre pour débloquent le dépôt. Ce symbole de la lutte s'effondre à mesure que les camions citerne font le plein. Les mauvaises nouvelles au plan national tombent les unes après les autres (déblocages, réquisitions, violences policières...). Dès le lundi 25, les blocages reprennent, toujours dans un esprit interpro et solidaire. La base fait le pressing pour que les caisses de grève soient transparentes (celle de la FSU depuis 2003).

CNT-AIT LE MANS

## BORDEAUX : UNE MANIF ENCADREE

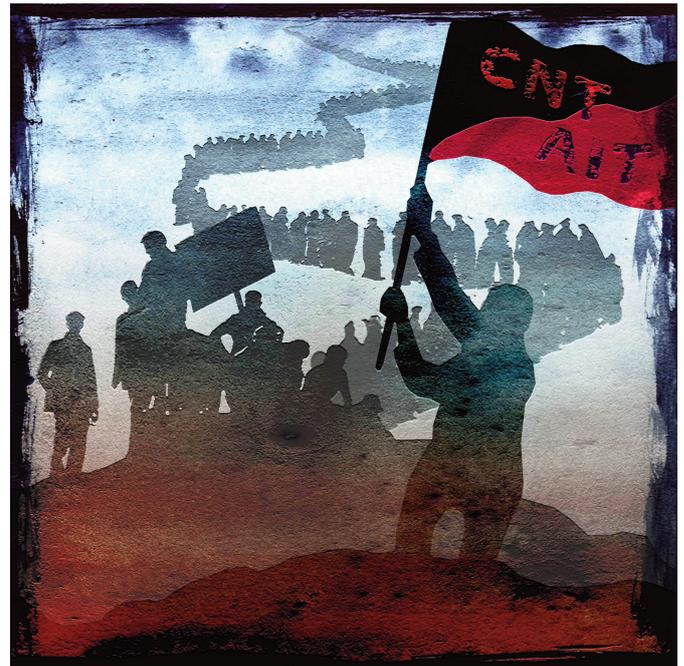
Malgré les accusations de manipulation, force est de constater que beaucoup de lycéens et lycéennes ont compris qu'au-delà de cette réforme se profilaient d'autres reculs à venir... Ils formaient un beau cortège ces jeunes, bien bruyant, qui aurait pu être sympathique. Mais hélas, ça ne faisait pas chaud au cœur de les voir comme ça, ça donnait même une impression nauséuse d'abord, puis très vite révoltante. En effet, il fallait les voir, sous tutelle par une myriade de syndicats et d'associations. Sur la banderole qui barrait la rue entière, on pouvait voir les logos de partis politiques (MJS, NPA, JC...)... il y avait aussi les logos des syndicats lycéens, étudiants dans un grand mélange de genres... Et c'est personnellement la première fois que je voyais une banderole sponsorisée par une marque ! Par la LMDE (La mutuelle des étudiants) en l'occurrence. On a très vite compris que la taille de la banderole servait à bien les parquer d'autant qu'un service d'ordre (du PC pour une bonne part) « protégeait » les entrées et les sorties du cortège...

CNT-AIT Bordeaux

## PARIS : MOBILISATION EN DEMI-TEINTE

Depuis plusieurs années, les mobilisations sociales ont moins d'écho à Paris qu'en province, alors que c'é-

Faute de place nous ne pouvons publier que des extraits. Qu'on veuille bien nous en excuser. Diverses informations de cette page sont tirées du Combat syndicaliste 230 (CNT-AIT du Mans).



taît l'inverse par le passé. Signe d'un « embourgeoisement » de la capitale ou signe du refus de l'encadrement par les partis et syndicats (qui y ont tous leurs états-majors et leurs SO de choc), on ne sait, toujours est-il que le mouvement des retraites n'a pas échappé à cette évolution. La mobilisation, compte tenu de ce qui est de loin la première région de France par le nombre d'habitants a été en demi-teinte. Cela n'a pas empêché les compagnons de la CNT-AIT (SIPN) d'être présents pour appeler à une mobilisation autonome.

## GAP : ASSEMBLEE POPULAIRE

D'abord peu de gens restaient à l'Assemblée populaire. Puis ça s'est développé et nous avons fait des actions d'appel à la grève, des collages et des actions coups de poing. On a envahi toutes les administrations sur Gap : tribunaux, Conseil général, mairie, trésor public. Le 13, un blocage avec pique-nique, atelier enfants, table de presse et parole libre a eu lieu après la manifestation et a duré jusqu'au milieu de l'après-midi. Le 12 octobre, dès 7 heures du matin, des tractages de soutien aux lycéens, ainsi que des AG, se sont tenues dans plusieurs secteurs : France-télécom, éducation, SNCF. La Poste a du mal à démarrer. L'intersyndicale commence à être débordée et ça les oblige à prendre des positions plus radicales... Pour anecdote, le 12, une coupure électrique dans le centre de ville de Gap a surpris les autorités...

CNT-AIT 05

## YONNE : UN PROTOCOLE BIEN RODE

A Sens, le protocole est bien rodé : le parcours des Amis est étudié pour éviter les principaux intéressés (entreprises pas encore en grève, retraités...). La CNT-AIT, qui vient de se recréer dans cette zone, lance un appel à tous pour mettre fin au pouvoir des bureaucrates et à leur protocole de pseudo-protestation.

**MIDI-PYRENEES****Auch : Assemblée populaire et gersoise**

Une belle manif. Même si vous y étiez, vous n'avez peut-être pas tout vu... Aujourd'hui, mardi 19 octobre, belle journée ensoleillée pour une belle manifestation, « une très belle manifestation ». Comme à l'accoutumée, nous partîmes 4 000, et par un prompt renfort nous finîmes... allez, on va dire 7 000. Le départ à la patte d'oie a, comme toujours, été un peu long ; le cortège a mené tranquillement son chemin jusqu'au rond-point de Leclerc.

Arrivée-e-s vers midi, un pique-nique était programmé. Evidemment, beaucoup de monde a quitté la manif à ce moment-là, pour rentrer. Mal leur en a pris, car une AG populaire a décidé après maintes prises de paroles de bloquer le rond-point des Justes (pour les banlieusards comme moi, c'est le rond-point d'accès à la rocade).

Sitôt dit, sitôt fait, en route pour le rond-point. La police, qui n'avait pas prévu le pique-nique était en nombre minimum !!! Donc, malgré le nombre restreint de participants (environ 300), le blocus du rond-point a été possible. Les camions ont été les premiers bloqués, les voitures faisaient demi-tour ou essayaient de passer en force. Voyant cet état de fait, les camionneurs, merci à eux, ont mis leurs engins en travers. Voir un convoi exceptionnel transportant un mobilhome en travers de la bretelle d'Auch, ça fait plaisir ! ... Vers 14 h 30, la majorité de la population décide de lever le camp, de descendre la rue de l'Yser et de bloquer le rond-point de départ, la patte d'oie. Il fallait voir ce cortège multicolore, multi-générationnel chanter (merci à la CRS 32) et hurler les slogans (merci les lycéens) contre la contre-réforme, mais aussi contre le gouvernement et son chef le président. Arrivé-e-s à 15 heures, le blocage de la place de Verdun a été levé à 16 heures.... A 16 heures, avant de débloquent le rond-point, les manifestants ont décidé de se retrouver comme prévu à 12 heures devant l'UMP et de refaire une AG populaire pour décider des actions de l'après-midi...

**Militant CNT-AIT d'Auch**

**Figeac : Lot en lutte**

À la suite de la manif du 12 octobre, un collectif (essentiellement des militants de base de SUD) avait appelé à une réunion. Durant celle-ci, nous avons proposé aux présents l'organisation d'une Assemblée populaire à la fin de la manif prévue pour ce samedi. Le matin du 16 on a donc différé un flyer non signé appelant à cette assemblée populaire. Bien sûr, l'intersyndicale en fin de manif a squatté la parole avec sa sono. Après leur habituel discours, ils ont annoncé l'organisation de blocages pour mardi. Or, trois jours avant, le responsable de la FSU locale (qui est aussi le responsable du PC) nous avait dit que ce type d'action ne servait à rien. Pour mémoire, depuis la rentrée, la CNT-AIT à Figeac, appelle à s'auto-organiser et à pratiquer des actions de blocages au lieu de se limiter aux manifs promenades. Une personne du collectif arrive à se saisir du micro pour appeler à la tenue de l'Assemblée populaire. Mais de nouveau, le CGTiste reprend la parole pour noyer le poisson. Puis c'est la Confédération paysanne... Un compagnon reprend le micro pour expliquer

l'importance de s'instituer en Assemblée populaire. Cette fois-ci c'est la bonne, mais le mal est en parie fait : la dispersion est presque achevée. Néanmoins une trentaine de personnes (étudiants de l'IUT, paysans, travailleurs précaires, chômeurs...) restent pour débattre. Un prochain rendez-vous est pris pour le mardi midi, après les actions de blocage, dans les jardins de l'hôpital, près du lycée Champollion.

**Militants CNT-AIT, syndicat Quercy-Rouergue**

**Saint-Gaudens : Les Pyrénées bougent**

Appel à une assemblée populaire pour le jeudi 14, avec proposition d'occupation de lieux sur la ville (pour faire le lien jusqu'au samedi si possible). N'ayant pas de centre économique important sur le secteur (ruralité et petites entreprises), l'idée est d'afficher une solidarité avec les blocages et les grévistes en « reconductible » par une occupation dont le lieu (représentation d'Etat si possible) sera choisi en AG. Pour le secteur, c'est déjà une action d'importance.

**Montauban : Dans la rue**

Le jour de la première assemblée populaire de Montauban, jeudi 28 octobre, les chefs syndicalistes et certains politiciens présents ont essayé, et en partie réussi, de saborder cette initiative légitime de réappropriation de la parole par toutes et tous. Ils ont même été jusqu'à l'utilisation de la violence (coups de manche de drapeau contre des compagnons) ! Pourtant quelque jours plutôt, lundi 25 octobre, au cours d'une pseudo assemblée de grévistes supposée « ouverte à tous », ces donneurs de leçon démocratique avaient promis publiquement qu'ils n'entraveraient pas l'organisation de cette assemblée populaire, et, qu'en fin de manifestation, ils baisseraient le volume de leurs camions sonos en précisant même, alors que nous ne leur demandions pas, qu'ils les feraient partir... Promesse non tenue donc et remplacée par un accès de violence. Cela a certes entravé l'assemblée, mais n'a pas réussi à l'empêcher totalement. La 2<sup>ème</sup> assemblée populaire a réuni 6 à 7 fois plus de participants que la première, clouant ainsi le bec aux services d'ordre des syndicats qui ne pouvait plus nous empêcher de rien faire : Ni manu militari, ni avec leurs sonos ! Ça fait plaisir quand on arrive avec un peu de jus de cerveau à l'emporter sur les gros bras des SO syndicaux ! Les gens ont pu se lâcher et on voyait vraiment le soulagement naître chez ceux qui prenaient la parole. Un bon début, à poursuivre et à reprendre !

**Rodez : grève à forte visibilité**

C'est une grève qui ne passe pas inaperçue ! Les éboueurs (dont certain-z'élus prétendent qu'ils peuvent bien travailler jusqu'à 67 ans car leur activité devrait être considérée comme un sport de loisir et non un travail) se sont mis en repos préventif. Et tous les petits-bourgeois qui méprisent les travailleurs manuels font semblant de découvrir, tout d'un coup, que, sans nous, ils ne peuvent pas vivre ! Bon, peut-être aurons-nous la satisfaction de voir les militaires ramasser nos ordures (comme à Marseille) !

**Lecteur CNT-AIT**

LE MYTHE DE LA JEUNESSE :

FAUSSE DISTINCTION POUR VRAIE MANIPULATION

**L**a rentrée universitaire s'est effectuée en plein mouvement de lutte contre la nouvelle réforme des retraites et la politique d'austérité du gouvernement. Quelques assemblées générales dites « étudiantes » se sont déroulées sur les campus. Comme d'habitude, nous avons eu droit à de grandiloquentes envolées sur le thème de la jeunesse, comme s'il y avait lieu de penser que les jeunes forment une entité homogène et distincte du reste de la population. Pour mobiliser à la fac, la plupart des orateurs ont donc jugé pertinent (comme leurs aînés, « Danny le rouge », Julien Dray, Harlem Désir, le postier ou plus récemment « Bruno ») de nous parler d'un prétendu mouvement de la jeunesse. Il faudrait que les jeunes luttent ensemble, car c'est très « jeune » de se battre pour sa retraite, qui plus est dans des assemblées strictement étudiantes, main dans la main avec les lycéens.

Sans faire les mauvais bougres, deux petites questions nous taraudent...

1) Que devons-nous entendre par cette catégorisation sociale de la jeunesse ?

2) Quels sont les enjeux à l'œuvre derrière ce discours ?

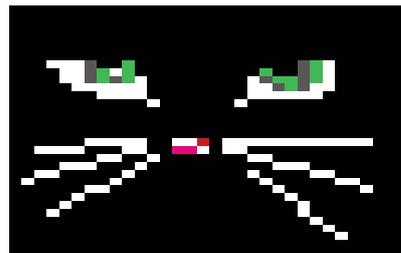
On nous propose un front de la jeunesse. D'accord ! Mais avant d'y accorder un quelconque crédit interrogeons-nous sur son identité. Que signifie « être jeune » aujourd'hui ? Les jeunes partagent-ils un réseau de valeurs communes qui pourrait dans ce cas faire foi d'une homogénéité générationnelle ? Il suffit de sortir de chez soi pour savoir qu'un grand nombre d'étudiants issus des classes populaires ou moyennes travaillent pour financer leurs études. Un pied à la fac, l'autre dans le salariat et souvent les deux dans la fange. Les petits boulots, des problèmes de logement, l'accès limité aux transports, sans parler de ceux qui n'ont pas de complémentaire-santé ou font les fins de marché pour bouffer sans devoir vendre un rein. Il n'est pas nécessaire d'atteindre l'âge de la maturité pour parfaitement saisir le sens des antagonismes qui caractérisent le cours des sociétés capitalistes : nous sommes déjà enrégimentés dans le cycle imposé par le système : « producteur-consommateur-spectateur ». Nous sommes déjà exploités comme main-d'œuvre fraîche, en bonne santé et plutôt malléable par les extracteurs de plus-value. Nous connaissons déjà empiriquement la réalité de la préca-

rité et des rapports de classe au travers de nos expériences de la domination (patrons, profs, proprios, répressions régaliennes ou simplement administratives) et en cela nous ne nous distinguons pas de l'ensemble de la population des exploités et des opprimés. Aussi, nous nous devons de rétablir les véritables termes du débat politique en nous envisageant tout simplement comme sujets constituants de la classe des exploités. Rendons sa polarité intime à la lutte quotidienne, distinguons les camps. Cependant, et nous le savons, certains pourraient bien évoquer « une rupture générationnelle », une « force de contestation nouvelle », comme si le jeune incarnait « un élan d'opposition » pour une « société plus vivable ». Il ne s'agit là que de pures fantaisies, et les incantations métaphysico-poétiques ne trompent personne ! Ces thèmes, apparus avec Mai 68 voudraient façonner l'identité étudiante (et de la jeunesse, plus largement) comme celle d'un sujet symbolique, par essence contestataire.

Pourtant, ces spéculations camouflent mal la relative apathie des étudiants, actuellement traduite par des cortèges chétifs et des AGs soporifiques. Songez quand même que dans les universités une AG est un succès numérique lorsqu'elle parvient à rassembler un étudiant inscrit sur quinze ! Que faut-il en déduire ? Que la

population étudiante n'est pas plus politisée et combative que celle qui évolue hors des enceintes de l'université (et le sacro-saint « esprit critique » ?) que le parti de l'attentisme et du silence est majoritaire (peut-être une crispation provoquée par les incertitudes de la période, rassurée par la vieille légende de l'ascenseur social), et que même à la fac les enfants de la bourgeoisie s'organisent dans des structures de droite (œuvrant dans la continuité de leurs intérêts de classe). Dur coup pour l'unité de la jeunesse ! Evidemment la CNT-AIT ne se satisfait pas de cette situation et se demande à qui profite un tel discours « jeuniste » ? Et pourquoi maintenant ?

La prose politicienne connaît toujours les raisons de son énonciation, même si ces dernières vous apparaissent parfois troubles. Rappelons que l'idée de « front jeune » est fréquente dans la bouche des partis politiques et des syndicats. D'ailleurs un cartel d'organisations a convoqué son petit débat sur le sujet. A court terme, l'objectif visé est selon nous d'appeler à une structuration de secteur : on te chauffe bien l'atmosphère avec du pathos dégoulinant de mansuétude, histoire de « resserrer » sur un sentiment d'appartenance sociale,



monter une AG estudiantine rigide et du même coup prévenir les ébauches de perméabilité intersectorielle qu'on a pu rencontrer dans le CLIC (Collectif de lutte Intercatégorielle du Calvados). Et puis si ça ne suffit pas à canaliser les troupes, on balance l'hypothèse du blocage des bâtiments de façon à raviver les disputes consanguines, assécher les débats et focaliser l'attention sur du secondaire, de l'inutile. En somme, les « jeunes » sont sympas quand ils font leurs bricoles entre eux (récemment les lycéens ont gentiment été écartés du blocage du dépôt d'essence de la presqu'île), lors-

qu'ils se foutent au cul de l'intersyndicale et fournissent des régiments pour les promenades hebdomadaires. Voilà la considération qu'ont les bureaucraties partidaires et syndicales à l'égard des étudiants qui s'inscrivent sincèrement dans le mouvement de lutte que nous vivons. Sans blague, quelle est l'utilité objective d'une structuration étroitement universitaire, en ces temps de recul général de nos conditions de vie...

D'autant plus qu'il existe un embryon d'AG intercorporatiste autoconvoquée, seule ossature, selon nous, à permettre potentiellement l'unité à la base. Le canal de dérivation fonctionne à merveille, jusqu'à présent les groupes constitués ont su éviter les remous de l'auto-organisation, pourtant si féconde... mais c'est vrai qu'il faut commencer à se montrer et penser à 2012. Quand on sait que la tranche d'âge des 25/34 ans a voté plus à gauche que les 18/24 ans aux premiers tours des dernières présidentielles, on imagine les sujets de préoccupations des partis. Le « mouvement des retraites » leur donne par conséquent l'occasion d'harponner dans les facs une réserve électorale instable et fragile. Une fois de plus on bercera d'illusions le naïf en lui faisant miroiter une riposte par les urnes. La belle affaire !

Notre point de vue : L'AG étudiante n'est qu'un leurre manigancé pour faire dériver l'attention des étudiants des enjeux véritables : créer et expérimenter les modalités de vrais rapprochements entre les individualités d'une classe en lutte. Ne pas tenir compte du dispositif en place (sa forme, son discours, sa finalité), c'est négliger sa teneur idéologique intrinsèque : il n'y a pas de neutralité dans la structuration ! Flatter la jeunesse c'est également la nommer, la discerner pour davantage la contenir dans sa définition la plus basique. Le mythe du « jeunisme » nie le caractère total de l'être social des exploités les plus jeunes. Battons en brèche cette posture infantilissante que les alliés objectifs du système nous imposent comme des muselières inapparentes !

Quelques « jeunes »  
anarchosyndicalistes de Caen

## TRAVAILLER PLUS, POUR CREVER PLUS TÔT

**C**est donc (enfin) reparti. La fac est en grève, face à la réforme moisie des retraites. Travailler plus pour crever plus tôt. Oui mais voilà, si le fait d'être en grève est plutôt positif (même si une grève devrait être générale, autogestionnaire, illimitée et expropriatrice...) c'est la même rengaine qu'à chaque « mouvement ».

En effet, c'est le moment parfait pour les petit-e-s chéfaillon-ne-s et autres carriéristes de se montrer au grand jour, face à la masse servile des étudiant-e-s. On n'y échappe pas. Le but ? Que les revendications de l'AG soient celles du parti/du syndicat. A la tribune, se succèdent les futur-e-s bureaucrates, et les mêmes tiennent la table. Le résultat est garanti. Un « comité de mobilisation » se crée ? Le « collectif jeune » (MJS, JC, Jeune Vert, NPA jeunes, UNEF et SUD Etudiant-e) n'en a que faire et continue son "travail". Les revendications sont les siennes (retraite à 60 ans, 37,5 annuités, taxer le Kapital...). Et le « comité de mob » ?? Bin ce sont les mêmes personnes, ainsi que de rares futur-e-s encarté-e-s (parce que ça finit toujours comme ça).

Nous anarchosyndicalistes ne faisons parti d'aucun de ces collectifs, ni ne manifestons avec eux. Pourquoi ? C'est simple : le réformisme flagrant des revendications nous dégoûte, et encore, ce n'est rien par rapport au contrôle exercé par les organisations politico/syndicales (et vice-versa) sur les grévistes. Le réformisme, c'est faire croire qu'en améliorant légèrement les conditions de vie, le système serait viable. C'est refuser d'abattre le système qui nous broie. C'est vouloir gérer la misère, comme le font les ainé-e-s du PS, PCF, NPA, CGT et compagnie. C'est que "oui m'sieur dame, 2012 arrive...". Or, on ne gère pas la misère, on la détruit. Mais pour ça, il faut remettre en cause le salariat, source même de l'exploitation éhontée, et l'Etat, dont le rôle historique (quelle que soit sa « couleur ») est de nous réprimer, contrôler, enfermer, exploiter...



Le réformisme est l'allié naturel du capitalisme et de l'Etat. Leurs intérêts ne sont jamais remis en cause, simplement, c'est du « capitalisme à visage humain ». C'est pour cela que les organisations (ici étudiantes) ont la hantise de se faire déborder, de voir que leurs revendications on n'en veut pas (par exemple, lors du CPE, la création d'une tendance « NI CPE, ni CDI » alors que les réformistes gueulaient « CPE non non non, CDI oui oui oui »). C'est pour ça que lorsque l'on a soumis à l'AG des propositions allant à leur rencontre (dissolution du collectif jeune, et 60 ans c'est déjà trop), les carriéristes ont refusé de les soumettre au vote...

Enfin, il ne suffit pas de gueuler, mais bel et bien de proposer, de construire. Nous appelons à la création de collectifs autonomes, sans les chefs des syndicats et partis, où l'on décide nous même de ce qu'on veut faire, et comment. Parce que ce sont aussi ces gens-là qui nous baladent depuis mars... Réinventer les pratiques de lutte, autogérer, prendre en main collectivement nos vies...

Le réformisme tue. Vive la Résistance Populaire Autonome ! Vive la guerre sociale ! Grève, boycott, sabotage. Les patron-ne-s ne comprennent que ce langage !

Araf, étudiants anarchosyndicalistes de Clermont-Ferrand  
(Texte diffusé sous forme de tracts lors des AGs et manifs de « jeunes »)

# OÙ ALLONS-NOUS ?

**L'**expérience nous apprend qu'il est absurde de vouloir décréter la « fin » d'un mouvement social. Plus qu'à des périodes bien circonscrites dans le temps et l'espace, les mouvements sociaux correspondent en effet à des sortes de vagues dont le reflux peut venir renforcer la sui-

vante, à condition qu'un nombre croissant d'individus soit capable de tirer les leçons des protestations précédentes. C'est ainsi que, gagnant chaque fois en profondeur et en intensité, les mouvements sociaux qui ont modifié le cours de l'histoire se sont construits.

C'est probablement un processus de ce type que nous sommes en train de vivre ces dernières années, singulièrement depuis les soubresauts de 2003.

Alors même qu'elles n'ont pratiquement pas été explicitement exprimées, ce sont bien les leçons tirées des précédents conflits qui ont donné sa physionomie particulière au mouvement de ces dernières semaines. Ce sont elles qui lui ont insufflé cette forte détermination et surtout cette relative indépendance de « la base » qui a surpris le Gouvernement, les partis, les « observateurs autorisés » et bien entendu les bureaucraties syndicales - même si ces dernières ont eu l'habileté « d'accompagner » le mouvement.

Cette évolution est particulièrement sensible si l'on s'intéresse à une question émergente essentielle : celle de la constitution d'un mouvement massif de résistance populaire autonome. Sur ce point, ce que nous aimerions livrer à la réflexion de chacun, c'est que dès à présent un autre processus, encore plus profond, est en train de se construire dans les esprits, et cela autour d'une appréhension nouvelle de la réalité : la prise de conscience massive de la fracture qui sépare le pouvoir et le peuple.

Quoi qu'il se passe, dans le très court terme, nous pensons que ce processus est de nature à se poursuivre. En effet, si lors de cette rentrée des vacances d'automne, les lycéens et les étudiants repartent dans la lutte, nous serons alors dans tout autre chose que ce que l'on a nommé par facilité « le mouvement des retraites », du moins tel qu'on vient de le vivre. Si, au contraire, les lycéens et étudiants reprennent le chemin des classes et des amphithéâtres, le «

mouvement pour les retraites » pourra bien se poursuivre encore quelques temps, mais sans pouvoir aller plus loin, car il se trouvera acculé sur le strict terrain défensif. Mais, loin de constituer un échec irrémédiable\*1, les expériences accumulées

(en particulier avec l'apparition d'Assemblées populaires, d'Assemblées intercorporatives autoconvocées,...) seront autant de points d'appui déterminants pour le développement progressif d'une future résistance populaire autonome.

## LE POUVOIR CONTRE LE PEUPLE

Les manifestations qui se sont succédées cet automne ont été massives, populaires, et ont bénéficié du soutien constant de l'opinion publique. Or, contrairement à ce qui s'était produit dans des cas similaires - et contrairement à ce qu'un sentiment démocratique faisait espérer aux opposants à la réforme - cela a été sans aucun résultat (du moins, sans aucun des résultats qui étaient espérés). Le rapport de force est resté cristallisé en faveur d'un Pouvoir qui jubile. Mais l'équilibre sur lequel il repose nous paraît bien instable. En effet, nombreux sont les salariés, les producteurs, les précaires, les chômeurs, bref tout ce qu'en haut ils considèrent comme de la « piétaille » et que nous appellerons ici le Peuple, qui ont ainsi fait le constat que non seulement ils n'étaient pas entendus par l'Etat mais

qu'ils en étaient parfaitement méprisés. Ce constat a pour tout être humain quelque chose d'insupportable, et c'est pour cela que les choses ne pourront en rester là. Le Peuple - qui ne se reconnaît maintenant qu'au travers de son impuissance politique - n'a plus le choix que de chercher les moyens de s'extirper de cette situation. Ce qui signifie qu'il doit rechercher les moyens de sa puissance politique. Cela nous ramène directement à l'histoire de l'émancipation\*2.

Ce n'est certainement pas par hasard que la référence à 1789 est réapparue nettement cet automne chez de nombreux manifestants, mais bien parce que cette situation leur rappelait un autre constat, tout aussi semblable, exprimé dans le fameux pamphlet de l'abbé Sieyès à la veille de la prise de la Bastille :



DEBUT DU FACE A FACE BLOQUEURS DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE / CRS DEVANT UN DEPOT DE CARBURANT

« Qu'est-ce que le Tiers état ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. »

C'est précisément à partir de ce constat, qu'un siècle plus tard, les paroles de l'Internationale allaient proclamer, elles aussi : « *Nous ne sommes Rien soyons Tout* », exprimant ainsi que la question sociale est liée à la question politique, c'est-à-dire à celle du pouvoir de décision.

Le Travailleur, qui par définition est un acteur économique, n'est rien sur le plan politique (il est redevenu sujet, au sens d'assujéti) car il n'est pas maître de son action économique : il ne décide pas de ce à quoi sert son travail, lequel d'ailleurs ne lui profite pas mais profite aux capitalistes. C'est justement de cela qu'il se rend compte ces jours-ci, en voyant que ce n'est pas lui qui décide de travailler jusqu'à 60 ans ou pas, que cela c'est le « travail » du ministre Woerth.

Cela signifie que le Peuple est politiquement inexistant, et le fait nouveau c'est qu'il vient d'en reprendre conscience. Il commence ainsi à sortir d'un coma idéologique dans lequel l'avait plongé un syndicalisme, symbolisé par la charte d'Amiens, qui en affirmant son neutralisme idéologique a rendu l'organisation ouvrière impuissante. Et ceci explique pourquoi la grève d'un jour ne suffit pas, ni la grève reconductible par secteurs, pas même la grève générale... si les travailleurs, si la population, pour pouvoir mener cette lutte victorieusement, ne parviennent pas à s'organiser sur ce plan politique<sup>3</sup>, c'est-à-dire à se doter d'Assem-blées qui établissent le rapport de force politique qu'est ce pouvoir de décision.

Du point de vue de l'anarchosyndicalisme, ces Assemblées doivent répondre à des critères relativement simples. Elle doivent (pouvoir) contenir toutes les préoccupations de la population, permettre l'expression populaire de la lutte contre le Pouvoir, être autonomes, échapper à l'influence directe ou indirecte des institutions du Pouvoir qui se sont séparées du Peuple (et en particulier, des syndicats, des partis et des médias à leur botte), et, pour se

coordonner, sans qu'en émane un pouvoir coercitif, elles doivent pré-

## POURQUOI LA VICTOIRE N'EST PAS A PORTEE DE MAIN

Tout le monde a pu lire ce mois d'octobre des choses intéressantes, mais aussi d'autres parfaitement ridicules, du genre « *la victoire est à portée de la main* »<sup>4</sup>. Outre qu'ils fleurissent bon la langue de bois et les phrases toutes faites sorties du prêt-à-penser idéologique pour gauchistes, ce sont là des propos non seulement irréfléchis mais dangereux, car l'exaltation qu'ils tentent de soulever n'est bien souvent que le prélude à l'abandon et à la débandade.

Si aujourd'hui la question de l'organisation autonome de la population est fondamentale, ce qui est clair, ce qui doit être clairement affirmé, face aux charlatans de toutes étiquettes qui prétendent le contraire, c'est que cela ne se fera pas du jour au lendemain. D'abord et évidemment cela nécessite une maturation, et cette maturation est forcément lente, d'autant qu'elle doit se produire au milieu de la confusion inhérente au chaos généré, dans les têtes comme dans l'environnement, par le capitalisme. Il en résulte, entre autre, une incapacité première à entrevoir comment devenir acteur de la vie en général et de sa propre vie en particulier. Ainsi s'expliquent probablement, dans l'action politique, les difficultés éprouvées à parler avec autrui, à l'écouter, à échanger, à construire des solidarités, former des groupes, et une fois ceux-ci formés, à les mettre en réseau...

Ces difficultés, on l'a bien senti dans les diverses assemblées populaires, est source d'angoisse, angoisse devant la confusion, les contradictions, angoisse du temps qui passe. C'est l'angoisse de « l'inefficacité », comme si le processus d'émancipation était un travail soumis aux normes de productivité du mode de production capitaliste ! Pour répondre à cette angoisse, à ce manque de distance vis-à-vis des normes de l'idéologie dominante, on verra surgir inévitablement deux types de comportements généraux :

server leur autonomie contre toute tendance centralisatrice.

- le premier qui voudra trouver une solution dans une centralisation à marche forcée (au travers de coordinations menées par des militants « efficaces » par exemple...),
- le deuxième qui tirera de la prétendue « inefficacité » le commode prétexte à toutes les soumissions.

Mais cette question d'organisation autonome est devenue tellement vitale, qu'un jour viendra où l'effet de seuil sera dépassé, il sera dépassé parce que dans nombre de villes, de quartiers, de villages, il y aura des regroupements populaires et autonomes, et malgré le polymorphisme du phénomène, dans des millions de consciences on retrouvera le même état d'esprit.

Alors non, la « victoire » n'est pas « à portée de main », mais l'important est de vivre chaque jour, chaque jour de mouvement social ou pas, comme un jour de lutte contre toute forme de domination et d'injustice, comme une étape supplémentaire vers l'émancipation.

Juan Pueblo, 07/11/2010

## NOTES

\_1.- Et donc, contrairement à ce qu'affirme un slogan comme « *C'est maintenant ou jamais* » \_2.- Du latin « *manucapere* », prendre par la main. L'émancipation est le refus d'être pris en main, c'est l'affirmation politique et antipoliticienne de la volonté de reprendre nos affaires en main. \_3.- Au sens noble du terme, évidemment, ce qui non seulement n'a rien à voir avec les partis politiques et les politiciens mais constitue un rejet à leur encontre. \_4.- Par exemple, voir le communiqué de « *Alternative Libér-taire* » de ce 24 octobre 2010 : <http://www.alternativeliber-taire.org/spip.php?article3795> )



# Monsieur Woerth n'y est pour rien

## Tragi-comédie en nombreux actes et autant d'escroqueries

**L'affaire Bettencourt, c'est un vaudeville, une farce grotesque, pleine de quiproquos, de vieilles ficelles usées et maladroites. Mais, en lieu et place d'amants cachés dans le placard, ici ce sont des milliards qu'on enterre dans l'île au trésor, des tours de prestidigitacion comptable et autres escamotages de preuves à charge. C'est du grand cinéma, Paris qui se prend pour Hollywood.**

Quelques critiques aigris ont déclaré qu'il y aurait un point noir au tableau : la piètre prestation de certains acteurs qui les rendrait peu crédibles, notamment « cestuy-là » qui joue le rôle de la vierge effarouchée, au centre pourtant de multiples intrigues, et qui sans l'ombre d'une hésitation nous jure, à tue-tête, sur sa morale, qu'il est victime d'une vaste conspiration contre sa personne. Son flegme quasi-british trop exagéré le rendrait, d'après ces critiques, hautain, et jetterait un discrédit sur l'ensemble de la pièce ainsi que sur les acteurs restés dans l'ombre, et qui se cacheraient derrière lui. Il n'en est rien : comme le « coupable évident » de tous les romans policiers, si Monsieur Woerth est raide, peu crédible, oublieux de « détails », méprisant, antipathique,... c'est justement pour nous égarer. S'agissant d'un ministre, déclaré le plus honnête homme de sa connaissance par le Président Sarkozy, qui se sentirait encore le droit d'en douter ? Et s'agissant du maître d'oeuvre du massacre des retraites, vous pensez bien que si le moindre soupçon d'escroquerie avait plané sur lui, les syndicats l'auraient récusé et en auraient fait des gorges chaudes. Or, il n'en a rien été. Woerth est aussi pur qu'une blanche colombe. Une colombe qui a de l'éducation : il a publiquement remercié tous les syndicats de leur courtoisie.

Avant que le rideau se lève, prenez donc quelques minutes pour vous attarder sur l'incipit : Gargamel vous y invite dans les pages qui suivent. On y trouve, pêle-mêle, de bons pères maristes, des cagouleurs, des supposés socialistes, des présidents, ministres, députés, sénateurs,

et surtout un homme d'argent à la réputation justifiée « d'arroser » large... Que du beau linge.

### Acte 1<sup>er</sup>

Le décor étant planté, l'acte I s'ouvre sur un drame familial : on se déchire pour... le fric ! L'argument est simple : du Molière, genre *Commedia dell'arte*. Fille trouve que mamie dilapide son futur héritage. C'est donc qu'elle n'a pas toutes ses facultés. Vite, « *Qu'on m'apporte un tribunal* » s'écrie-t-elle, « *Qu'on mette mamie sous tutelle !* ». Que nenni, répond la vieille, tout ça c'est de la violence morale, et va que je te colle un procès à fille. Pendant qu'un expert rentre par la porte, un autre sort par la fenêtre, les avocats se pourchassent à coup d'accusations sordides, un photographe s'en met plein les poches et vous commencez à trouver que, tout ça chez des gens si distingués et adeptes des « *valeurs familiales* », c'est plutôt marrant.

### Acte 2

L'acte II, c'est du Feydeau, version moderne : ce n'est pas le « cocu » qui écoute aux portes, c'est le maître d'hôtel qui met Liliane sur écoutes. Et là, c'est le coup de massue : des noms défilent qui signent autant de liens entre les politiques et l'argent. Une honte. Dans le grésilleme on croit entendre le nom d'Eric Woerth. On doit avoir mal entendu. Que viendrait faire en effet un homme aussi honnête dans une histoire aussi sordide ? On se le demande. De toute façon, il n'y a rien à voir. La preuve : la scène se clôt par un nouveau procès, cette fois pour atteinte à la vie privée. Ah, bon, quand un milliardaire finance une élection, c'est une affaire privée

? L'ascension au pouvoir des plus hauts responsables politiques, c'est du privé, quelque chose qui ne nous regarde pas ? Enfin, si même Monsieur Woerth nous l'affirme, nous ne pouvons que le croire.

### Acte 3

L'acte III semble plus léger, du Labiche peut-être ? Ce n'est pas « *Le voyage de Monsieur Perrichon* », c'est le voyage d'une valise (enfin, de plusieurs, peut-être d'un semi-remorque de valises) qui veut, plaignez-la, la pauvre, échapper au fisc cruel. Aussi se rend-elle clandestinement en Suisse, à l'insu du plein gré de sa propriétaire bien entendu. Bien sûr, tous les puissants personnages qui créent un « *ministère de l'identité nationale* », qui lancent des débats patriotiques, qui veulent répartir les Français en « *bons* » et en « *mauvais* »... ne trouvent rien à redire quand des fortunes partent dans un paradis fiscal pour échapper à la contribution publique. Pas plus que le ministre des Finances de l'époque, un certain Eric Woerth. Il n'était pas au courant. Pourquoi d'ailleurs un ministre des Finances s'intéresserait-il au dossier fiscal de la première fortune de France, je vous le demande ? Il a bien assez de travail à surveiller tous les gagne-petit qui ne pensent qu'à frauder quelques centimes !

### Acte 4

Coup de théâtre à l'Acte IV : nous découvrons – ça alors ! – que l'activité essentielle de L'Oréal n'est pas la production de shampooing mais la mise en circulation d'enveloppes kraft. Il faut dire que c'est pratique, une enveloppe kraft, c'est discret, c'est de grande contenance. Assez pour financer, illégalement, des partis politiques. L'ancienne comptable de Liliane, Claire T., l'affirme : elle préparait de telles enveloppes, à la demande du gestionnaire de la fortune (Patrice de Maistre), en particulier pour M. Eric Woerth.

Mais qui va croire une petite complotable. Que pèse son témoignage face à la parole d'un ministre ? Rien, nous sommes tous d'accord. Et quand elle affirme que Liliane aurait versé illégalement 150 000 € au trésorier de l'UMP, Eric Woerth (encore, on lui en veut à cet homme), pour financer la campagne de Sarkozy en 2007, ce ne peut être qu'une horrible calomnie. Qu'un même individu soit à la fois ministre des Finances et trésorier du parti au pouvoir, loin de constituer un conflit d'intérêt comme des envieux le proclament, résulte simplement du bon cœur d'Eric Woerth, de sa passion pour le bénévolat et constitue une preuve supplémentaire de son honnêteté (puisque l'on lui confie deux caisses au lieu d'une). Et que Patrice de Maistre ait reçu dans la foulée la légion d'honneur à la demande d'Eric Woerth (qui ne se souvenait même pas de la lui avoir fait donner, c'est dire s'il est de bonne foi), n'est qu'une coïncidence.

Quand à l'île d'Arros achetée pour Liliane par l'intermédiaire d'une fondation Suisse (et oui, encore la Suisse, c'est du comique de répétition) grâce à un savant montage financier fleurant bon l'escroquerie et le trafic d'influence, et cela sans que le fisc se rende compte de quoi que ce soit, sachez que Liliane n'en savait rien. Si Liliane ne le savait pas, Monsieur Woerth encore

moins. Et puis, vous y êtes allé, vous, sur l'île d'Arros ? Non, alors, qui vous dit qu'elle existe, cette île, et que tout ça c'est pas une invention des forces du mal qui persécutent M. Woerth ?

### Acte 5

L'acte VI c'est du jamais vu. Enfoncés, « *Les Plaideurs* » de l'illustre Corneille. La scène du tribunal est hilarante, et le jeu de chaises musicales effréné. Les procès s'enchevêtrant, le glaive de la justice semble être là pour que les acteurs s'entre-tuent – symboliquement, on est quand même entre gens du monde. Le procureur Courroye,



dont certains prétendent - horreur et damnation - qu'il serait très lié à Sarkozy et donc à Woerth (mais, pour notre part, nous n'en croyons rien, bien entendu), est accusé de mettre des bâtons dans les roues de l'enquête. C'est évidemment impensable : pourquoi un procureur, représentant es qualités de la société, ralentirait-il une enquête alors que cette dernière ne peut que prouver que l'ami de son ami (mais vis-à-vis

de qui il est bien entendu parfaitement neutre, sinon les conditions de la justice ne seraient pas remplies) est un homme sans tache ? Pendant ce temps, la juge Prévost-Déprez, qui ne mâche pas ses mots, s'égosille, et, sur fond d'accusation de violation du secret professionnel et autres entorses au règlement, un autre procureur, celui de Versailles, entre dans la danse sur le thème du dépaysement du dossier, tandis que des avocats exultent pendant que d'autres hurlent à la mort.

A ce stade, et, c'est à notre avis une faiblesse dans la dramaturgie, on commence à trouver que la pièce est par trop embrouillée

et surtout n'en finit pas de finir. Toute la difficulté va être maintenant de trouver une bonne chute. Dans le souci d'apporter une modeste contribution à cette œuvre grandiose qui rappelle par sa puanteur l'affaire du collier de la reine, je suggérerais une petite révolution au dernier acte. C'était plutôt sympa, comme final, dans l'affaire du collier...

## *L'argent n'a pas d'odeur, mais les politiques sont au parfum*

L'affaire Woerth-Bettencourt a révélé au grand jour les affinités douteuses liant le monde des affaires à la clique sarkozienne. Le grand public connaît sans doute moins l'amitié indissoluble qui unissait André Bettencourt (le mari de la célèbre Liliane), François Dalle (le président de l'Oréal) et un certain... François Mitterrand.

La gauche, qui prépare son retour au pouvoir en 2012, n'a cessé de dénoncer la corruption, les scandales à répétition ; elle se drape dans son manteau de vertu, fustigeant l'amoralité des actuels dignitaires de l'Etat, oubliant un peu vite que celui qui fut longtemps son chef

de file (et dont beaucoup au Parti socialiste se proclament les héritiers spirituels) a été un grand ami de « la famille ».

Dans les années trente, nos trois jeunes gens (André et les 2 François), tous issus de la gauche bourgeoise catholique et conservatrice font leurs classes à Paris chez les pères maristes. A l'époque ils sont plutôt maurrassiens<sup>\*1</sup>, nationalistes et très conservateurs. Plus tard, malgré des choix politiques différents, cette amitié ne sera jamais mise en défaut (ce qui serait parfaitement louable, si les protagonistes de l'histoire n'avaient pas occupé des postes sensibles, qui à la tête de

l'Etat, qui au sommet d'une entreprise extrêmement florissante).

En 1942, Mitterrand, déjà fin politique, sent le vent tourner : il abjure le pétainisme (rappelons qu'il a été Secrétaire d'Etat aux anciens combattants sous Vichy et qu'il est décoré de l'Ordre de la Francisque) et s'enrôle dans la Résistance. Il incite ces deux amis à participer, même de façon symbolique, à son réseau (un pétainisme trop prononcé leur eût fermé sans doute bien des portes dans l'après-guerre).

En 1944, après la Libération, Mitterrand est embauché comme rédacteur en chef de « *Votre beauté* » (salaire confortable et voiture avec

chauffeur) sur intervention d'A. Bettencourt. Le journal appartient à Eugène Schueller (père de Liliane) qui était le financier du groupe fasciste « La Cagoule » avant-guerre. Après un bref séjour à la « *France Agricole* », Mitterrand est élu député en 46 et devient ministre des anciens combattants dans le gouvernement Ramadier en 47. Sa campagne des législatives de 46 aurait été financée par François Dalle. Dès 47, André Bettencourt reçoit la rosette de la Résistance (bien que, selon Serge Klarsfeld, il n'ait pas laissé de souvenir marquant dans la Résistance). En 54, alors que Bettencourt a déjà une petite carrière politique derrière lui (sénateur centre droit), Mitterrand, qui occupe le poste de ministre de l'intérieur, le fait entrer au gouvernement de Mendès-France. Son ami sera Secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Pour les campagnes électorales de 65 et 74, il semble difficile de prouver qu'il ait reçu des financements de l'Oréal, mais rien n'interdit non plus de le penser. En tout cas, des proches de Mitterrand font de brillantes carrières dans ce groupe industriel (un neveu y entre en 64 ; une fille de Bérégoïev en 90). Mais c'est à l'automne 1981, au moment du vote de l'impôt sur la grande fortune (ISF) que l'amitié donne toute sa mesure. André Bettencourt, qui rencontre fréquemment Mitterrand et n'entend pas qu'on touche à son pactole, dénonce la « catastrophe » que représenterait « pour l'économie nationale » un tel impôt.

Le Président, sans grande... résistance, se montre sensible à l'appel de son ami, et, par voie de conséquence, « l'outil de travail »\*2 (dont la définition, suffisamment floue, permet aux patrons bien des arrangements avec le fisc) n'a pas été considéré comme entrant dans les grandes fortunes... C'est ainsi qu'un des principaux points forts du fameux « programme commun de gouvernement » de la gauche unie est passé en bonne partie à la trappe. Faire payer les riches était certes son programme ; mais delà à avoir la cruauté de toucher à la fortune de ses véritables amis... Depuis toujours, la gauche au

pouvoir a dû choisir entre s'aliéner les puissances financières en taxant les grandes fortunes et décevoir son électorat populaire en s'y refusant. De méchantes langues prétendent que la gauche trahit toujours le peuple, mais il faut lui reconnaître au moins une qualité : elle sait rester fidèle à ses vrais amis !

### *Tonton François & le petit Nicolas*

Que nous apprennent, à vrai dire, ces vilaines histoires d'amitié de « Tonton François » ou du « petit Nicolas » sur la véritable nature de notre prétendue démocratie ?

La démocratie représentative produit nécessairement une « élite » : les représentants du peuple. Ceux-ci, qu'ils appartiennent ou non à la bourgeoisie vont, de fait, se retrouver fréquemment au contact d'abord des patrons de leurs circonscription et plus tard, pour ceux d'entre eux qui accéderont à une carrière plus importante, des grands oligarques de l'économie. Tout « naturellement », des échanges de « bons procédés » entre décideurs politiques et décideurs économiques vont se mettre en place. Il se crée ainsi, peu à peu, entre les uns et les autres, des « obligations », des « dettes » qu'ils se doivent d'honorer. Argent et pouvoir sont ainsi indéfectiblement liés. Les politiciens ont besoin du soutien financier des milieux d'affaires (entre autre pour leurs coûteuses campagnes électorales) qui sont eux-mêmes dépendants pour la bonne marche de leur business de décisions politiques favorables. Issus bien souvent des mêmes couches privilégiées de la société, les spécialistes de la politique et les grands managers ont des intérêts communs, que la « coloration politique » ne saurait perturber.

Du reste, la perméabilité entre le monde de la politique et celui de l'entreprise est suffisamment importante pour que des entrepreneurs deviennent ministres et inversement. La « coloration politique », elle aussi, est relativement instable et est au demeurant de peu d'importance. Tout ceci confère à ce petit monde de l'oligarchie un petit air de club très fermé où la seule véritable com-

pétence requise consiste à savoir défendre les intérêts des « honorables membres ».

Le fonctionnement vertical de la démocratie représentative produit nécessairement une élite qui s'intègre aux castes dirigeantes (quand elle n'en est pas directement issue). Ainsi se constitue une oligarchie puissante qui gère avec un personnel interchangeable l'Etat et l'économie. La volonté toujours affichée de la gauche de changer la donne, d'amender le système de l'intérieur en s'emparant démocratiquement du pouvoir d'Etat ne peut aboutir qu'à des échecs successifs, comme l'Histoire nous l'a déjà largement prouvé. C'est d'ailleurs le rôle qui est assigné à la gauche dans la tragi-comédie politique : démontrer que le système est immuable et que malgré la bonne volonté déployée, les efforts restent vains. C'est la loi de l'alternance qui rythme d'un pas martial et pesant la soi-disant vie politique : gauche, droite, gauche, droite !

Pastichant Guillaume Apollinaire, nous pourrions déclamer :  
« *Passent les présidents et leurs cinq ans de règne*

*Ni les promesses*

*Ni les programmes ne tiennent*

*Sous tout gouvernement l'argent règne*

*Vienne la gauche à son heure*

*la droite s'en va, le capital demeure... »*

Reste que les récents mouvements sociaux, le récent réveil de la conscience de classe nous permet d'espérer que, justement, le club des oligarques ne demeurera pas éternellement au pouvoir. Son parfum, aussi envahissant qu'écœurant, finit par empoisonner trop de monde...

Gargamel\*3

\_1.- Violamment antisémite, chantre du régionalisme provençal (Félibrige), Charles Maurras (1868-1952) a été le fer de lance de l'Action française (royaliste) et un des principaux théoriciens de l'extrême-droite \_2.- On notera l'astuce sémantique : les termes « outil de travail » sonnent comme une valeur de gauche... Si on l'avait qualifié par sa véritable appellation -capital-, la mesure aurait peut-être été plus difficile à faire avaler au bon peuple. \_3.- On retrouvera des informations sur l'amitié Mitterrand-L'Oréal dans « Le Monde » du 22 sept.

# 50 ANS DE FRANÇAFRIQUE

**2010 est l'année du cinquantième anniversaire du début de la décolonisation de l'Empire français (en Afrique, Asie...). De nombreuses célébrations ont eu lieu à cette occasion. Le défilé du 14 juillet de cette année a fourni un bon exemple du message que l'Etat français cherche à faire passer : la politique de la France en Afrique n'est pas près de changer ! Ainsi 14 pays ont été choisis et leurs soldats intégrés dans le traditionnel défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées ; 14 pays représentés lors de la cérémonie chacun par son dictateur officiel : le Tchad, le Togo, le Centrafrique, le Congo Brazzaville, le Gabon, le Burkina Faso, Djibouti...**

Avec l'aide de l'Etat français, ces dictateurs exploitent et répriment sauvagement les peuples au profit de groupes industriels « bien de chez nous » (sans oublier de se servir largement au passage...). Ce système, qui s'est mis en place à partir de 1960, porte le nom de Françafrique, terme inventé par les militants de l'association Survie qui produisent une abondante documentation à ce sujet.

## LES NOUVEAUX NEGRIERS

Le système mêle habilement politiciens français et africains, mais aussi des industriels français.

Curieusement le seul absent est systématiquement le peuple... Ces combinaisons sont complexes et s'apparentent à des mafias. Les acteurs portent des noms connus comme Chirac, Sarkozy, Pasqua, Mitterrand... mais aussi Total, Areva, Bouygues, Bolloré... Ils se partagent le gâteau des ressources naturelles et profitent allègrement d'une main-d'oeuvre corvéable et taillable à merci.

Même certaines ONG comme la Croix-Rouge jouent un rôle dans ces dispositifs. Outre le fait qu'elles légitiment la présence française dans les divers pays, elles participent aussi directement aux magouilles au travers des ponts aériens « humanitaires » qui permettent aux avions militaires chargés d'armes et de troupes d'atteindre les zones de conflits alors que c'est en principe interdit. De même ces ONG transportent directement des armes dans leurs avions censés apporter des vivres et du matériel de soin.

## LES REGLES DU JEU

Tous les moyens sont bons pour financer la domination : prostitution, trafic de drogue, vente d'armes, détournement de fonds publics, blanchiment d'argent sale... Les immenses profits générés permettent de mettre en place et de soutenir les régimes favorables aux intérêts de l'Etat français. Et la Françafrique ne se refuse rien : coups d'Etat, trucage d'élections, emploi de mercenaires. Sans oublier la propagation des idées fascistes pour monter les populations les unes contre les autres, comme au Rwanda en 1994, provoquant ainsi un horrible génocide.

La répression est sans merci contre ceux qui luttent. Toute tentative de soulèvement populaire est réprimée dans le sang et la liste des assassinats liés à la Françafrique est interminable. Évidemment l'Etat

français soutient et encourage la violence en fournissant des armes, des troupes, du « savoir-faire », des mercenaires... Les effets sont dévastateurs : la Françafrique laisse derrière elle des pays meurtris et des hommes détruits.

## UN EXEMPLE : LA SITUATION DU TOGO

Le Togo est un pays riche en ressources (coton, cacao... uranium). De ce fait il a attiré tous les requins de la planète qui ont réussi à étouffer le pays sous une dette démesurée grâce au développement des « éléphants blancs »\*<sup>1</sup> et à la corruption gigantesque que ces « éléphants » engendrent inévitablement. La Banque mondiale et le FMI ont alors pu instaurer leur classique plan d'austérité et favoriser la transformation du pays en une vaste zone franche, avec son corollaire : main-d'oeuvre surexploitée et dérégularisation sociale à outrance. Aussi, selon l'institut américain Gallup, le Togo est-il en dernière place (sur 155 pays étudiés) en matière de bien-être de la population, malgré un PIB élevé. Voici donc comment Étienne Gnassingbe Eyadéma, propulsé à la tête du pays par l'Etat français, a rendu son pays complètement dépendant des nouveaux colons. La mort du dictateur, à la tête de l'Etat depuis 1963, a mobilisé les réseaux français pour permettre à son fils, Fauré Gnassingbé, de prendre le pouvoir afin de perpétuer la dictature initiée par son père.

## UNE MAFFIA MONDIALE

Ces mécanismes ne sont pas propres à la France ; de nombreux pays riches ont leurs propres pions sur tous les continents.

Progressivement, ces mafias ont globalisé leur action et se sont alliées pour plus « d'efficacité ». Leur rapprochement constitue un maillage mondial, et ces systèmes d'exploitation sont si efficaces que désormais ils se retournent contre les peuples des pays où ils ont pris naissance (cf. les plans d'austérité imposés aux pays européens comme la Grèce ou l'Espagne). Sachant cela on comprend que le pseudo-argument de « l'endettement » lancé répétitivement par les hommes politiques, ici et ailleurs, ne cache qu'une chose : leur volonté d'intensifier l'exploitation de la population partout dans le Monde.

Rodolphe

\_1.- Projets fantômes, totalement démesurés

# LE RESEAU : CONSEQUENCE IDEOLOGIQUE DE L'ANARCHOSYNDICALISME ?

Force est de constater que les questions sur l'organisation continuent chez les révolutionnaires et, plus particulièrement, chez les anarchosyndicalistes de la CNT-AIT à animer des débats. L'une d'entre-elles porte sur le réseau. D'après ses détracteurs, il serait « *marginal dans les milieux libertaires ou anarchistes* » (expression qui ne veut pas dire grand-chose, mais le galimatias est à la mode) ou, plus précisément, « *il serait même complètement étranger à ces milieux* ». Au passage, soulevons deux remarques :

\_1: Vouloir amalgamer l'anarchosyndicalisme avec ces milieux, c'est ne pas comprendre ce qui le singularise. L'anarchosyndicalisme en effet s'appuie sur cette conception matérialiste de l'Histoire qui, certes, avance le concept de la lutte des classes, mais il veut de plus aborder le champ social dans son entière complexité et totalité ou, si l'on veut, dans une critique unitaire de ce monde. En effet, il s'érige contre toute parcellisation de la lutte qui entraîne une spécialisation dans un thème contestataire. Sur le plan gnoseologique (théorie de la connaissance), cela aboutit à un réductionnisme cognitif. C'est-à-dire que l'on n'analyse le champ social qu'au travers du filtre de sa propre spécialisation contestataire. Partant de là, l'anarchosyndicalisme s'oppose au clivage de l'économie et de la politique, par exemple, clivage qui conduit à concevoir comme étant indépassable ce schéma organisationnel : l'organisation syndicale d'un côté et l'organisation spécifique de l'autre.

\_2: Soutenir cette idée d'étrangeté du réseau ne fait, à mes yeux, qu'illustrer une lacune ou, ce qui est beaucoup plus grave, une méconnaissance de l'Histoire de l'anarchosyndicalisme. Or, que nous dit cette Histoire de l'anarchosyndicalisme qui varie selon les pays ? Voici l'exemple de l'Allemagne.

## RETOUR SUR UN CONTEXTE

Les vicissitudes de la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale favorisent la sédition contre la monarchie. Le 30 octobre 1918, les marins de Kiel se mutinent. Le 5 novembre 1918, la grève générale éclate dans la même ville, le jour suivant à Hambourg, ce qui débouche sur un soulèvement et un processus révolutionnaire, menés sous la houlette du mouvement des conseils d'ouvriers et de soldats. Le 9 novembre 1918, la République Allemande et la République socialiste libre d'Allemagne sont proclamées, à deux heures d'intervalle, par Scheidemann (SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne) et Liebknecht (Ligue Spartakiste). La social-démocratie est prise de court, mais pas pour très longtemps. En effet, elle bénéficie encore d'une influence idéologique assez importante. Pendant le premier congrès du mouvement des conseils d'ouvriers et de soldats, entre le 16 et 21 décembre 1918, elle réussit à obtenir la majorité. Elle dévoie le mouvement vers la collaboration de classe et le parlementarisme et crée l'Assemblée nationale constituante allemande.

D'autre part, Noske (SPD) écrase l'insurrection spartakiste de Berlin de janvier 1919 et ordonne aux Corps francs (Freikorps, milice de la droite nationaliste) d'exécuter Liebknecht et Rosa Luxemburg le 15 janvier 1919. Avec à leur tête le général Franz Epp, les Corps francs se chargent de mater trois mois plus tard la République des Conseils de Bavière. Le 31 juillet 1919, l'Assemblée nationale constituante allemande adopte la constitution de Weimar qui fonde la République de Weimar. En 1919, le Traité de Versailles impose à l'Allemagne des conditions qui vont pousser son économie dans l'abîme (le montant écrasant des dédommagements de guerre, par exemple).

En 1923, c'est l'hyperinflation et l'armée française occupe le bassin industriel de la Ruhr jusqu'en 1924 (elle fait pression pour que son capitalisme puisse redémarrer). Cependant, le quinquennat doré (1924-29) marque le retour d'une prospérité économique et d'une stabilité politique. La crise d'octobre 1929 éclate, elle annonce la grande dépression des années 30.

## LE NSDAP PARTI NATIONAL SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS ALLEMANDS

En marge, le NSDAP - dont l'idéologie puise à la fois dans l'antisémitisme, le paganisme, le nationalisme et le bolchevisme - tente de profiter de l'opprobre suscitée par l'effondrement du Mark et l'occupation de la Ruhr pour s'emparer du pouvoir à Munich, en Bavière, dans la soirée du 8 novembre 1923, car il espère entamer une marche sur Berlin, à l'instar des Chemises noires de Mussolini. Le lendemain, c'est l'échec complet. Le « *Putsch de la Brasserie* » vaut à Hitler un deuxième séjour en prison (celui-ci, de treize mois). Hitler va dès lors renoncer à l'illégalisme révolutionnaire pour miser sur le légalisme électoraliste. En son absence, le NSDAP éclate en deux tendances. Dès sa sortie de prison, Hitler le remet sur pied. Il s'emploie aussi à éradiquer l'aile gauche, incarnée par les frères Strasser\*<sup>1</sup>, Goebbels et Röhm (chef de la SA - Section d'Assaut). Hitler veut s'assurer le ralliement des hautes sphères : financières, industrielles, militaires. Avec la grande dépression des années 30, les succès électoraux s'enchaînent et confortent Hitler dans sa ligne politique. Néanmoins, ceux du 31 juillet 1932 sont décevants. L'affaire de Potempa\*<sup>2</sup> n'arrange rien. Le NSDAP est pris dans une tourmente. Après des tractations pour se ménager la susceptibilité d'Hindenburg\*<sup>3</sup>, le vieux maréchal décide de nommer Hitler chancelier de la République de Weimar, le 30 janvier 1933\*<sup>4</sup>. Hitler ne rencontre pas le moindre signe d'une agitation prolétarienne de masse. C'est bientôt la fin de la République de Weimar.

## LA FAUD UNION LIBRE DES TRAVAILLEURS ALLEMANDS

Le congrès constitutif de la FAUD se tient à Berlin entre le 27 et 30 décembre 1919. La FAUD se veut une organisation révolutionnaire anti-parlementariste, anti-étatique et anarchosyndicaliste. Elle compte en son sein des propagandistes de renom comme Rocker, Lehning, Souchy et Rüdiger. La FAUD joue un rôle très

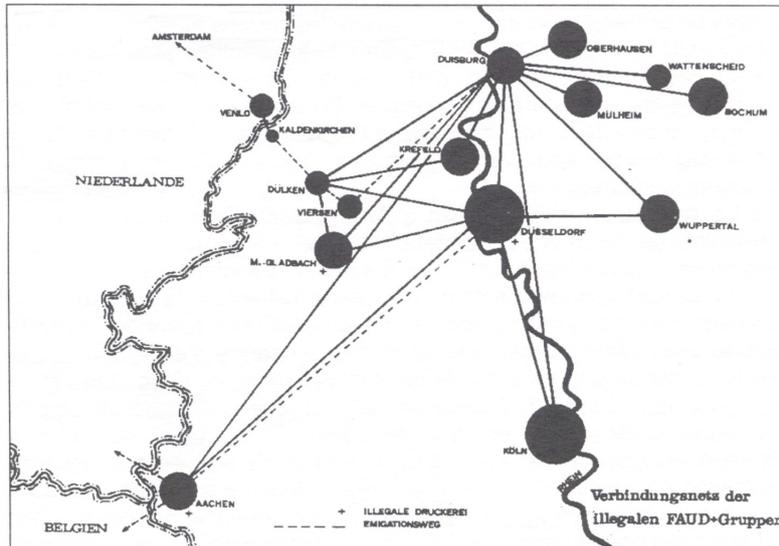
important dans le soulèvement et le processus révolutionnaire de la Ruhr (faisant suite à la grève générale qui dure), dans le sillage d'une grève générale de quatre jours dans toute l'Allemagne. C'est la réponse des travailleurs au putsch de Kapp, à Berlin, le 13 mars 1920. Dans la Ruhr, on assiste à la création d'une Armée Rouge (composée à moitié d'anarchosyndicalistes), à la mise en place des collectivisations (les transports et les entreprises de tisane à Mühlheim, par exemple) et des conseils d'ouvriers et de soldats. L'armée et les Corps francs rétablissent l'ordre dans la région (quand ce n'est pas l'armée française qui s'en charge en 1923-24).

Même avant l'arrivée au pouvoir du NSDAP, la répression contre la FAUD sera une constante : interdiction de ces unions locales en Westphalie, Saxe, Mecklenburg, Pommern. Elle l'est même complètement en Bavière. Ce qui ne l'empêche pas d'agir pour l'augmentation des salaires et obtenir des meilleures conditions de travail, ou contre le chômage, voire de relayer et mener la campagne pour la libération de Sacco et Vanzetti.

En 1932, la FAUD est la seule organisation subversive encore capable de regrouper plusieurs milliers de membres. Mais elle ne peut à elle seule déclencher la grève générale pour contrer le NSDAP. D'ailleurs, ses appels restent lettre morte. A Pâques, le dernier congrès officiel des anarchosyndicalistes de la FAUD se déroule à Erfurt : ceux-ci se préparent à entrer dans la clandestinité ou à choisir le chemin de l'exil.

Dans la nuit du 27 au 28 février 1933, le Reichstag brûle. Il sert de prétexte à Hitler. En mars 1933, le siège de la FAUD à Berlin est perquisitionné : les anarchosyndicalistes présents sont arrêtés et tout le matériel est saisi, y compris les archives de l'AIT. C'est le signal de la première grande vague de répression contre la FAUD sous le régime nazi. La FAUD parvient assez rapidement à se réorganiser et à élaborer un axe d'intervention selon ce triptyque :

\_1: L'organisation extérieure qui est le « Bureau de l'émigration », siégeant à Amsterdam (il accueille aussi le bureau de l'AIT mais temporairement, car il est transféré ensuite à Madrid). Il n'est qu'un lieu de transit pour beaucoup d'anarchosyndicalistes qui partent en direction de l'Espagne pour combattre aux côtés de la CNT. Ils se rassemblent dans le DAS



(Deutsche AnarchoSyndikalisten). Ceci dit, ceux qui décident de rester mettent en place un centre d'émigration de la FAUD qui est un réseau. Ils récoltent aussi des fonds de soutien et éditent du matériel de propagande pour l'envoyer vers l'Allemagne.

\_2: L'organisation intérieure qui comprend le « Comité de coordination clandestin » et les groupes locaux de la FAUD. Celui-ci est transféré d'abord à Erfurt, ensuite à Leipzig. Sa fonction est d'assurer la liaison entre l'organisation extérieure et celle de l'intérieur, voire la coordination entre toutes les entités.

\_3: Les « Groupes autonomes anti-fascistes » dans le sens où ils agissent entièrement par eux-mêmes et n'ont aucun rapport entre eux afin d'échapper à la Gestapo. Cependant, la sclérose n'est-elle pas la contrepartie ? Est-ce que c'est cette raison qui pousse certains de ces groupes à nouer des liens avec la FAUD ? En tous cas, un réseau de résistance prend forme en recoupant les anciennes zones d'influence de la FAUD (Rhin-main, Saxe, Thuringe, Rhénanie, Hambourg, Berlin).

Mais la FAUD est confrontée à ces trois grandes difficultés :

\_1: La situation économique change

en 1935 et nombre d'anarchosyndicalistes retrouvent du travail après une longue période de chômage. Ils renoncent à toute activité, car ils savent que la Gestapo les suit à la trace et récolte des informations auprès de leurs employeurs. C'est la peur d'être licencié ou de se faire dénoncer par le collègue de travail.

\_2: La répression s'exerce avec encore plus d'acharnement et s'accompagne de la brutalité inhérente au régime nazi (son système concentrationnaire, par exemple). Toute une série de procès (au nombre de sept, pour cinq à quarante inculpés, et un autre pour cent inculpés) se déroulent en 1936. Ce n'est guère mieux en 1937...

\_3: Le problème des livraisons de la presse militante se pose à partir de fin 1934 - début 1935. Cette presse militante permet de maintenir la cohésion entre les groupes de la FAUD.

## LE RÉSEAU DE LA RHÉNANIE DU NORD-WESTPHALIE

Nous pouvons constater que deux filières d'émigration sont constituées :

\_1: Düsseldorf, Aachen (Aix-la-Chapelle), en direction de la Hollande ou de la Belgique,

\_2: Duisburg, Viersen, Dülken, Kaldenkirchen, Venlo (ville frontalière hollandaise d'accueil, d'où l'on part pour Amsterdam où se trouve le bureau d'émigration de la FAUD). En fait, cette filière est déjà pensée en 1932. Son point névralgique est Duisburg. L'appartement de Julius Nolden sert de plaque tournante pour recevoir les anarchosyndicalistes fuyant le pays, particulièrement le centre. Ce compagnon contribue grandement à structurer ce réseau, grâce à sa position acquise au sein de la FAUD<sup>5</sup>. Julius Nolden remplace Franz Bungert<sup>6</sup> à la région. Julius Nolden n'utilise que la bicyclette comme moyen de locomotion et n'agit que sous le couvert de « la caisse funéraire pour le droit à l'incinération »<sup>7</sup>. Notons également le rôle important d'un certain germano-hol-

landais Derksen, ce compagnon possède une bonne connaissance de la zone frontalière. Ce qui évite, en cas d'urgence, de passer par le point de Dulken.

Cette même filière sert aussi pour le matériel de propagande, stocké et dissimulé chez la famille du compagnon Derksen, avant de gagner Duisburg qui dispatche par ses faisceaux vers les villes telles que Wattenscheid, Bochum, Mülheim, par exemple. En août 1933, les anarchosyndicalistes de la FAUD inaugurent le système de diffusion. Le rythme des livraisons est assez constant jusqu'à fin 1934 - début 1935 (suspension des livraisons de la presse). Pour l'anecdote, d'après les rapports judiciaires, la brochure « *Mangez des fruits allemands et vous serez en bonne santé* » (titre de camouflage d'une brochure anarchosyndicaliste) acquiert une popularité chez les mineurs - qui s'apostrophent mutuellement comme suit : « *As-tu mangé aussi des fruits allemands ?* »

En 1936, l'engouement pour la révolution espagnole annonce une reprise, mais de courte durée. Julius Nolden s'active à multiplier les contacts, les déplacements et les réunions pour organiser la solidarité. Quant à Simon Wehren d'Aachen, il s'emploie à chercher des spécialistes pour qu'ils aillent prêter main forte à la révolution.

En décembre 1936, la Gestapo réussit à infiltrer l'organisation intérieure. Début 1937, la Gestapo frappe simultanément ces trois points névralgiques du réseau : Duisburg, Düsseldorf et Köln, qui présentent la particularité avec ceux de Wuppertal, Krefeld, Dulken, Viersen, Mönchengladbach et d'Aachen d'être agencés en « *triade* », par des liens en faisceaux. Quarante-neuf anarchosyndicalistes, parmi lesquels Julius Nolden\*<sup>8</sup>, sont mis sous les verrous. Le réseau de la Rhénanie du Nord-Westphalie est anéanti.

### CONSIDÉRATIONS

L'Histoire de l'anarchosyndicalisme est ainsi faite et nul ne peut prétendre à la réécrire tout comme l'Histoire, à moins de se complaire dans la spéculation enivrante. L'expérience de la FAUD dans sa lutte contre le régime nazi nous prouve :

\_1: Que le réseau est bien une forme

d'organisation adoptée par les anarchosyndicalistes. Il inclut l'appui mutuel et la solidarité (« *qui est une démarche volontaire et non une contrainte imposée par une majorité* » - il est utile de le rappeler\*<sup>9</sup>).

\_2: Que le réseau permet de maintenir une cohésion entre tous les groupes qui le composent et, par là même, de susciter une dynamique, voire de coordonner l'action entre eux. Grâce à son organisation en réseau, la FAUD s'est maintenue entre 1933 et 1937 avant de succomber sous les coups de la répression, exercée par le régime nazi disposant d'une force considérable. Il faut préciser que le réseau est compatible avec le fédéralisme. Dans le texte « *Fédérésseau* », publié dans le numéro 117 d'*Anarchosyndicalisme !*, Jean Picard soutient avec pertinence l'idée que le réseau et le fédéralisme (« *Le fédéralisme en réseau* ») ne souffre d'aucune aporie, dans la mesure où l'un et l'autre se synthétisent. En la contextualisant, l'expérience de la FAUD peut nous inspirer. Les anarchosyndicalistes de la CNT-AIT et autres révolutionnaires authentiques doivent donc continuer de s'interroger sur la forme d'organisation la plus adaptée à la situation du moment.

Notre but n'est-il pas de potentialiser au maximum notre force dans l'action pour détruire le capitalisme et construire le communisme libertaire ? Qu'est-ce que la force ? Que l'on me permette de citer Emile Pouget (théoricien du mouvement ouvrier) : « *La force est l'origine de tout mouvement, de toute action, nécessairement, elle en est le couronnement. La vie est l'épanouissement de la force, et hors de la force, il n'y a que néant. Hors d'elle, rien ne se manifeste, rien ne se matérialise...* ». La force prête son concours à la liberté ou cette carence ontologique des Hommes (et non pas de l'Homme : construction abstraite de l'humanisme bourgeois qui définit son éthique). En effet, nous sommes pourvus de la liberté et nous sommes condamnés à l'exercer. Celle-ci nous constitue. Elle détermine les choix réalisés en fonction d'un but recherché pour influencer sur le cours des choses ; grâce à l'action qui nous pousse et renforce notre sentiment de puissance (allant de pair avec la volonté). C'est ce que nous appelons être en situation (de manière à amener une

autre situation qui rende impossible tout retour en arrière : la théorie de l'événement). Cette liberté pose notre responsabilité à tous devant l'Histoire ! Dès lors, il s'agit d'avoir l'intelligence politique de la situation, puisque nous sommes confrontés à la réalité de ce monde qui s'impose (l'objectivité). Autrement dit, il y a des conditions (c'est-à-dire des limites et contraintes) qui nous sont faites indépendamment de notre volonté. Or, l'action suppose une méthode particulière, visant également à dégager les enseignements de l'Histoire pour annihiler la fausse conscience de soi (l'ignorance). Quelle est cette méthode particulière ? La dialectique ! Cette dernière permet de comprendre qu'une forme d'organisation est toujours en devenir jusqu'à ce qu'elle se désintègre, parce qu'elle est dans cette incapacité justement à être en situation pour résoudre les contradictions de la situation du moment. L'Histoire voit s'affronter et dépasser les Hommes ; elle n'est pas le lieu où l'on conte paisiblement fleurette, son tribunal rend un verdict sans clémence. Il faut vaincre ou périr !

Paul Anton

\_1.- En 1930, Otto Strasser fonde la Communauté de combat National-socialiste d'Allemagne (NSKD).  
\_2.- Cinq SA sont condamnés à mort pour le meurtre de l'ouvrier communiste Konrad Pietzuch en vertu de l'ordonnance de Papen.  
\_3.- Pour lui, Hitler n'est qu'un vulgaire petit caporal de Bohême.  
\_4.- La liberté de la presse et de réunion est supprimée par un décret d'urgence (« *Notvernordnung* ») cinq jours plus tard.  
\_5.- Mécanicien au chômage, ancien trésorier de la « Bourse régionale du Travail de Rhénanie ».  
\_6.- Sans qu'il soit jugé, le régime nazi l'envoie aux camps de concentration de Boorgermoor dès 1933. Il ressort au bout d'une année mais il ne peut mener son activité politique à cause de la surveillance étroite de la Gestapo.  
\_7.- « *Grossdeutschen Feuerbestattungskasse* » qui permet à Julius Nolden de survivre car il est au chômage depuis 1931.  
\_8.- Il est condamné à 10 ans de prison le 5 novembre 1937 par le Tribunal du peuple. Les Alliés le libèrent le 19 avril 1945 du pénitencier de Lüttringhausen.  
\_9.- Se reporter au texte « *Fédéralisme et réseau* » de Paul [http://cnt-ait.info/article.php3?id\\_article=528](http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=528)).-  
10\_

# ESPAGNE : 100 ANS DE CNT

**L**e 1er Novembre 1910, dans les locaux du Cercle des Beaux-arts de Barcelone, la CNT (Confederacion Nacional del Trabajo) se constitua. Cette organisation, héritière de la Région espagnole de la Première Internationale (1870), naquit du sein même du Mouvement ouvrier et constitua la première organisation syndicale autonome en Espagne.

En assumant le slogan de l'Internationale « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ou ne sera pas », la CNT devint la dépositaire de la révolte populaire qui, telle un courant souterrain, s'oppose au pouvoir au fil du temps pour émerger, triomphante, en de certains moments, de l'Empire moyen égyptien à la Révolution française, germes des seuls processus historiques grâce auxquels l'humanité a avancé notablement dans le chemin de la liberté, de la justice, de l'égalité, de la dignité et du progrès.

Avec l'accord, simple, de créer une organisation ouvrière indépendante des pouvoirs politiques, religieux et économiques, comme préalable indispensable à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs jusqu'à leur émancipation, la CNT commença ses activités anarchosyndicalistes. En quelques années, elle agrégea la majorité du mouvement ouvrier, parvenant à d'importantes conquêtes sociales et économiques qui constituent un legs de valeur incalculable pour la société actuelle. La journée de travail de 8 heures, la semaine de 36 heures, l'éradication du travail des enfants, l'égalité homme-femme, l'intégration dans la vie quotidienne de valeurs telles que la solidarité, le fédéralisme, l'écologie, le féminisme, l'amour libre, l'antimilitarisme, l'athéisme... , aujourd'hui très en vogue, font partie de l'héritage qu'à laissé, quand elle atteignit son zénith, la Révolution sociale de 1936 en Espagne, quand l'utopie – c'est-à-dire le Communisme libertaire – devint le mode de vie quotidien de tous les territoires libérés.

La réaction du capitalisme international permit à l'armée fasciste de Franco de transformer ce rêve révolutionnaire en un cauchemar pour les centaines de milliers de personnes persécutées, assassinées, disparues, après la réussite du putsch de 1939. Pas un seul des coupables – tous identifiés, certains étant des politiciens en activité – de ce régime de terreur, un des plus criminels de l'histoire, n'a subi une simple réprobation publique, grâce au « pacte d'impunité », totalement honteux, scellé entre le franquisme et la « gauche nationaliste démocratique » (PSOE, PCE, UGT et Commissions ouvrières) lorsqu'elle se rendit au capitalisme lors de la « transition espagnole » (1977).

Malgré tout, le peuple a continué à défendre, parfois au prix de sa vie, les principes simples de l'anarchosyndicalisme : indépendance, autonomie, fédéralisme, autogestion, assemblée, solidarité et action directe, c'est-à-dire, auto-organisation pour rejeter toute ingérence des partis politiques et autres institutions (économiques, religieuses, etc.) dans les affaires des travailleurs. Des grèves, manifestations, de la répression et des tortures ont constitué la chronique

quotidienne de la dictature (1939-1976), jusqu'à ce qu'à sa disparition, le mouvement ouvrier parvint à reconstituer avec espoir la CNT (1977). Nous vécûmes alors des années d'incessantes conquêtes ouvrières. Les journées de Montjuich ou de San-Sebastian de los Reyes\*<sup>1</sup>, jalonnèrent la puissante renaissance confédérale de la décennie 1970.

Les progrès du mouvement ouvrier, de nouveau auto-organisé dans la CNT, appréciable à travers des luttes exemplaires, comme la grève des pompistes de 1978, suscita la réaction du capitalisme, cette fois-ci appuyé par l'Etat démocratique et son appareil institutionnel (gouvernement, partis, juges, bureaucraties syndicales...). La répression policière (Affaire de la Scala, 1978), le mur du silence autour de la réalité de la CNT accompagné d'une campagne incessante de calomnie médiatique eurent des conséquences désastreuses pour le mouvement ouvrier de ce pays.

L'affaiblissement de la présence anarchosyndicaliste dans le mouvement ouvrier rendit possible la perte de droits acquis après une longue et dure lutte syndicale, et la dérégulation, la précarisation, furent imposés par la pire des corruptions qui désolent le pays : la corruption syndicale, une corruption officiellement passée sous silence, qui pervertit le syndicalisme en général aux yeux des travailleurs et dont les syndicats institutionnels sont les acteurs essentiels (Commissions ouvrières et UGT, dont les cadres syndicaux facturent des subventions de plusieurs millions au gouvernement et aux entreprises pour prix de leur trahisons, pour avaliser toutes les mesures de protection du capital et de son accumulation croissante de bénéfices (Réforme du travail, licenciement libre...)).

Malgré tout, nous sommes des milliers de travailleurs et de travailleuses à poursuivre notre engagement dans cette organisation ouvrière qu'est la CNT, assumant ses besoins exclusivement par nos propres moyens en la convertissant ainsi dans le seul exemple vivant de syndicalisme de classe, capable de s'affronter à l'oppression et au contrôle social, à la destruction de la planète, à la surexploitation économique, tous effets qui découlent du capitalisme.

L'année 2010 prend pour nous une connotation spéciale : un siècle d'existence de la CNT. C'est le centenaire d'un peuple, de la lutte au prix inestimable de milliers de personnes, qui tout au long de ces cents ans, ont su se doter d'un outil exemplaire, d'une voie à suivre par la classe ouvrière mondiale du fait de sa culture propre, de sa capacité auto-organisationnelle, de ses luttes radicales, de son extension populaire de ses réalisations révolutionnaires visant à construire une société antiautoritaire et solidaire.

Ces idéaux constituent la noble cause à laquelle nous t'invitions maintenant à te joindre.

(Traduit par Anarchosyndicalisme !)

<sup>1</sup>- Deux imposants meetings du début de l'après-franquisme. Le premier, non autorisé, à proximité de Madrid. L'AIT y fut représentée par un militant CNT-AIT de Toulouse. Le second rassembla une marée humaine évaluée à un demi-million de personnes.

# Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

## Débatte

### Le rôle de l'organisation révolutionnaire

Au Complexe Duranti, salle de la Commanderie, rue Lt-Col Pelissier, métro Capitole, Toulouse, le jeudi 18 novembre (20 h 15), présentation et débat organisé par la CNT-AIT à partir de la situation sociale.

### Que faire face à l'Etat qui se veut "sans limites" contre de grandes parties de la population ?

Plusieurs rendez-vous vous sont proposés sur Toulouse pour intervenir sur ce thème, rendez-vous ouverts bien sûr à tous. Les 3 premiers rendez-vous peuvent permettre à ceux

qui le veulent d'engager des débats, réflexions, travail avec les habitants des quartiers populaires sur ce que chacun pense de ce qui est faisable aujourd'hui, pour tous :

- Le Vendredi 19 novembre à 10h, au marché de La Faourette (métro Bagatelle).

- Le Dimanche 21 nov. à 11h, au marché Saint-Sernin.

- Le vendredi 26 novembre à 17h30, devant le Leader Price de Bagatelle.

- Enfin, un Rassemblement Débat, Place du Capitole, le samedi 4 Décembre à 15h00.

(A l'appel du Rassemblement du pays pour tous).

## Et aussi

- S'abonner à la liste de diffusion internet :

<http://liste.cnt-ait.info>  
Elle vous permet de rester au courant et en liaison avec nous. C'est gratuit.

- Tchatte sur le forum de la CNT-AIT de Caen <http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/>

- Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est également gratuit) : AnarSonore.free.fr  
- Enrichir AnarSonore en enregistrant de nouveaux textes (classiques, articles...)

- Diffuser *Anarchosyndicalisme !* Prenez contact avec le journal par mail à [redaction.journal@orange.fr](mailto:redaction.journal@orange.fr) ou à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.

- Diffuser le bulletin *Un autre futur*. Il paraît bimestriellement en alternance. Destiné à une diffusion plus massive, il publie essentiellement des articles courts et plus accessibles à un lecteur non militant. Vous pouvez vous le procurer à prix coûtant pour le diffuser autour de vous (écrire à Toulouse)

## Réviser l'Espéranto

Nous avons le plaisir d'annoncer la création d'un blog anarchosyndicaliste en Espéranto, destiné à publier des textes aussi bien historiques que d'actualité sur notre mouvement dans la langue internationale. Une raison de plus pour réviser vos connaissances ou vous mettre à son apprentissage ! <http://informabulteno.wordpress.com/>

## Nous rencontrer, nous écrire

- Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes

- Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

- Dans le Gers, *Anarchosyndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : [sia32@no-log.org](mailto:sia32@no-log.org)

- Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

- Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences le samedi à partir de 15h.

- Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de

presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

- Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018.

Adresse mail :

[contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)

Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissements.

- Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

- Chalons-sur-Saône : CNT-AIT, Maison des syndicats, 2, rue du Parc 71100.

- Lille : nous contacter à : [cnt.ait.lille@no-log.org](mailto:cnt.ait.lille@no-log.org)

- St nazaire : écrire au journal.

- Dans l'Yonne CNT-AIT : <http://gasycntait89.over-blog.com> ou s'adresser à la CNT-AIT de Paris qui transmettra.

- Clermont-Ferrand (en formation) écrire au journal qui transmettra.

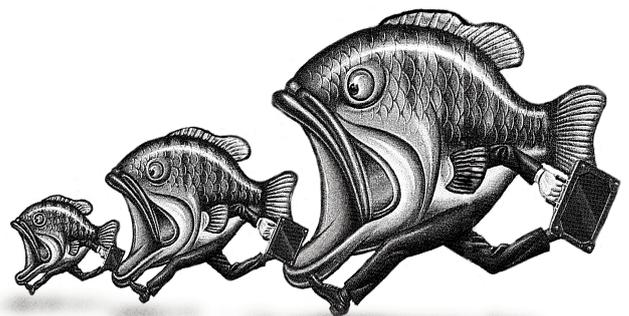
## Pour bien recevoir votre journal

**La dégradation constante des conditions de travail à « La Poste » n'est pas sans conséquences sur la diffusion de notre journal.**

**Des journaux qui, depuis des années, parvenaient sans difficulté à leurs destinataires nous reviennent maintenant avec la mention « adresse incomplète » (parce qu'il manque par exemple un n° de boîte, d'escalier...).**

**Pour continuer à recevoir régulièrement ce journal, vérifiez la bande d'expédition. Signalez-nous au plus tôt tout complément d'adresse, toute erreur qu'il conviendrait de rectifier.**

Merci à tous.



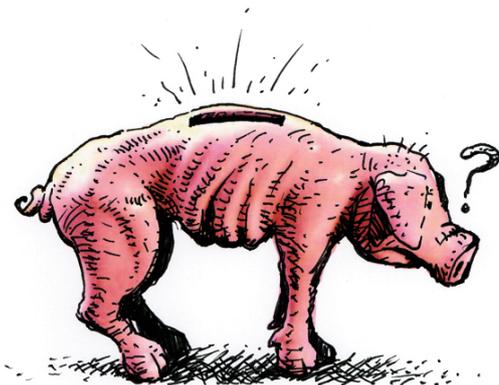
# LE PAYS DES MILLIONNAIRES HEUREUX

**8 millions de pauvres en France! C'est le chiffre ahurissant que l'INSEE a publié récemment. Ce sont donc 8 millions de personnes qui vivent avec moins de 950 euros par mois. La moitié d'entre-elles ne perçoit même mensuellement que 773 euros ou moins. Que reste-t-il à ces personnes pour vivre, pour manger, s'habiller, une fois les charges payées ? Quelques dizaines d'euros, tout au plus. Et pendant ce temps, les milliardaires français sont plus riches que jamais.**

L'Etat enfonce le clou en faisant, une fois de plus, payer les pauvres à la première « crise » venue, tout en feignant, pour la forme, de déclarer la guerre aux « niches fiscales ». Par un tour de passe-passe, après avoir multiplié ces « niches », il en supprime quelques-unes. En fait, ce n'est qu'un effet d'annonce : au lieu de prendre à ceux qui ont le moins besoin d'argent, il s'acharne à supprimer le peu « d'avantages » des classes moyennes et basses.

## OBJECTIF: SUPPRIMER LES LOGEMENTS SOCIAUX ...

Illustration de ce qui précède : le Gouvernement prévoit de prélever 2 % sur chaque loyer encaissé par les sociétés HLM. Cette ponction va pénaliser bien sûr et en premier lieu les habitants. Les offices HLM n'étant déjà pas très enclins à faire des travaux. Avec cette taxe, il est probable que la tendance ne sera pas à l'amélioration. Curieusement, le gouvernement a « oublié » d'inclure le parc privé dans son projet, donc seuls les plus pauvres auront le privilège de se sacrifier un peu plus « pour leur pays, pour la crise ». Parallèlement l'Etat et les collectivités locales se retirent progressivement du financement des HLM, ce qui ne peut qu'aboutir à la fin des logements sociaux.



*Tire-lire, modèle « spécial fauchés »*

## ...ET LES ALLOC'S

Non content d'avoir voté la loi qui enlève les Allocations familiales aux familles des enfants un peu trop souvent absents en classe, voilà que Jacques Attali propose de les soumettre à des critères de revenus. Il est évident que ce n'est qu'un premier pas vers une suppression de ces allocations. La santé est aussi visée par les coupes budgétaires et les remboursements vont bon train. Et la liste est longue de ces « niches sociales » auxquelles l'Etat s'attaque sans vergogne. Il prévoit de gagner 10 milliards en 2011 grâce aux 20 niches sociales supprimées, alors que de l'autre côté il va donner bien davantage aux plus aisés grâce aux 380 niches fiscales restantes. Pour les riches, le cadeau s'élèvera à 120 milliards en 2010 !

## COMME DES PIRANHAS DANS L'EAU

Le pouvoir d'achat de la population se délite au gré des hausses de prix quasi quotidiennes. Le gaz et l'électricité ont augmenté de 10 % en 6 mois, tandis que les salaires stagnent. Pendant ce temps la vie est belle pour les riches qui sont, en France, comme des poissons dans l'eau, ou plutôt comme de véritables piranhas ! Ils sont environ 2 millions dans cette catégorie, avec un patrimoine dépassant les 800 000 euros. L'image d'Epinal colportée par le gouvernement selon laquelle les riches seraient « harcelés par la société » est complètement erronée. Les niches fiscales sont assez nombreuses pour laisser le champ libre à l'imagination des nantis pour ce qui concerne la gestion de leur patrimoine. Toutes ces mesures d'aide aux plus rich-

es font qu'en France, au-delà d'un certain seuil de revenus, le taux d'imposition...baisse. Plus on est riches moins on paye d'impôts !

## LA FRANCE: UN BUNKER FISCAL

Mais ne bénéficie pas qui veut des largesses du ministère de l'Economie. Lesdites niches fiscales privilégient les grand propriétaires, négociants en bijoux et autres adeptes de la plus-value. Le bouclier fiscal a permis d'accorder une aide d'urgence aux « pauv'riches » des beaux quartiers. 360 000 euros chacun de prime pour l'emploi en 2008 en moyenne !!! Et pour les plus méritants, comme la célèbre Madame Liliane B., le cadeau s'élève à 30 millions d'euros ! Rappelons que cette dame a un patrimoine de 15 milliards d'euros. Et pendant ce temps, l'Etat supprime la vraie prime pour l'emploi, les quelques centaines d'euros dont il saupoudrait les plus modestes...

## BONI-MENTEURS

Ces insupportables privilèges nous sont imposés au nom de la méritocratie. Le) Gouvernement claironne qu'il avantage ceux qui se donnent à fond dans leur boulot. Méritocratie ? Mon œil ! Quand on regarde les plus fortunés, on constate que sur 25 milliardaires français, 19 sont des héritiers qui se sont simplement donnés "la peine de naître, et rien de plus", comme l'écrivait Beaumarchais de la noblesse de son temps. Après ça, il est difficile de croire le discours du pouvoir qui érige le travail en valeur essentielle ! Le mensonge est de plus en plus grossier, mais l'Etat ne se démonte pas, c'est un escroc de haut vol, un anti-héros qui vole aux pauvres pour donner aux riches... tout en prétendant défendre les intérêts du Peuple et en prétendant que la France est un pays « quasi-communiste » à la pointe des politiques sociales européennes ! Encore un mensonge : si la France est à la pointe de quelque chose, c'est du libéralisme avec un Sarkozy président du G20, un Strauss-Kahn président du FMI, un Lamy président de l'OMC !